

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 540

28 février 2014

### SOMMAIRE

<b>Arap-Urbing s.e.n.c.</b> .....	<b>25920</b>	<b>Global Holding Investment S.A.</b> .....	<b>25877</b>
<b>Aronde S.A.</b> .....	<b>25878</b>	<b>GM Inter-Est S.à.r.l.</b> .....	<b>25879</b>
<b>Association des patrons de taxis indépendants de Luxembourg</b> .....	<b>25918</b>	<b>Goodcrush S.A.</b> .....	<b>25874</b>
<b>AWM Luxembourg SICAV-SIF</b> .....	<b>25897</b>	<b>HIPEP VI-Holdings I S.à r.l.</b> .....	<b>25874</b>
<b>Belval Plaza Holding S.A.</b> .....	<b>25920</b>	<b>Secret Garden S.à r.l.</b> .....	<b>25879</b>
<b>BEOOGO S.à.r.l.</b> .....	<b>25879</b>	<b>Trinidad Luxembourg Ops S.à r.l.</b> .....	<b>25880</b>
<b>Bossa Nova S.à r.l.</b> .....	<b>25876</b>	<b>UCI Holdings (Luxembourg) S.à r.l.</b> .....	<b>25878</b>
<b>Compagnie Financière Privée S.A.</b> .....	<b>25876</b>	<b>Upscalia S.A.</b> .....	<b>25877</b>
<b>Cortines S.A.</b> .....	<b>25894</b>	<b>Urbaninvest S.A.</b> .....	<b>25878</b>
<b>Decapterus S.à r.l.</b> .....	<b>25876</b>	<b>VA No1 Holdco S.A.</b> .....	<b>25878</b>
<b>Desai S.A.</b> .....	<b>25879</b>	<b>Vox International S.à r.l.</b> .....	<b>25874</b>
<b>Dragonera S.A.</b> .....	<b>25877</b>	<b>VSA International S.A.</b> .....	<b>25875</b>
<b>Eaton Holding VIII S.à r.l.</b> .....	<b>25876</b>	<b>Waff International S.A.</b> .....	<b>25875</b>
<b>ECP Thunnus FII S.à r.l.</b> .....	<b>25877</b>	<b>Win Invest</b> .....	<b>25875</b>
<b>FIF NPL S.à r.l.</b> .....	<b>25874</b>	<b>Win Invest-SPF</b> .....	<b>25875</b>
<b>GL Europe Queens Court S.à r.l.</b> .....	<b>25908</b>	<b>XI Europa Luxco II S.à r.l.</b> .....	<b>25876</b>
<b>Global Corporate Investments S.A.</b> .....	<b>25877</b>	<b>XI Partners Luxco I S.à r.l.</b> .....	<b>25875</b>

**Goodcrush S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 140.804.

—  
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du mardi 14 janvier 2014 que les modifications suivantes ont été apportées:

- Renouvellement des mandats des organes sociaux:

- \* Le mandat d'administrateur de Monsieur Patrick Meunier a été renouvelé pour une durée de 6 ans.
- \* Le mandat d'administrateur de Monsieur Patrick Houbert a été renouvelé pour une durée de 6 ans.
- \* Le mandat d'administrateur de Madame Anna De Meis a été renouvelé pour une durée de 6 ans.
- \* Le mandat de commissaire aux comptes de la société MRM Consulting S.A., 25B boulevard Royal L-2449 Luxembourg, a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

Les mandats susvisés prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2020.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014011666/19.

(140013261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**HIPEP VI-Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2522 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 161.097.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011684/10.

(140013020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**FIF NPL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 130.297.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011628/9.

(140013366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**Vox International S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 122.521.

Les associés font part des décisions suivantes:

*Résolution*

- Est révoqué le mandat de Monsieur Gerard OSSEVOORT en tant que gérant avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

- Est confirmée la nomination de Monsieur Richard TURNER, né le 10 décembre 1939 à Bloemfontein, Afrique du Sud, avec adresse professionnelle, 6 Rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg en tant que nouveau gérant avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> novembre 2013, sans limitation de durée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011361/16.

(140012100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**VSA International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 134.215.

—

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue le 8 janvier 2014.*

L'assemblée générale des actionnaires décide d'accepter la démission de l'actuel commissaire aux comptes de la société, SERVICAC S.à r.l., Société à responsabilité limitée, R.C.S. Luxembourg B 161.446.

L'assemblée décide de nommer en remplacement le commissaire aux comptes suivant pour la période expirant lors de l'assemblée générale à tenir en 2015:

AUDIT & CONSULTING SERVICES S.à r.l., Société à responsabilité limitée, ayant son siège social L-9-11, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 151.342.

L'assemblée générale des actionnaires décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle 4, rue Jean-Pierre Probst, L-2352 Luxembourg, au 9-11, Rue Louvigny, L-1946 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VSA INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014011363/19.

(140012815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**Waff International S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 41, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 52.955.

—

Le siège social de la société a été transféré au L-1840 Luxembourg, 41, boulevard Joseph II.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014011364/11.

(140011771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**Win Invest, Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Win Invest-SPF).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 146.805.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011369/10.

(140012696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**XI Partners Luxco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 179.409.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2014011394/14.

(140012137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**XI Europa Luxco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 286, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 179.512.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014011388/14.

(140012289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**Compagnie Financière Privée S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 83.459.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 20 janvier 2014 que les administrateurs, M. Fernand HEIM, M. Gérard MULLER et M. Marc SCHMIT ainsi que le commissaire aux comptes, M. Marco RIES, se sont démis de leurs fonctions respectives, avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

SG AUDIT Sàrl

Référence de publication: 2014011561/12.

(140013502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**Decapterus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014011571/10.

(140012479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**Eaton Holding VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 137.020.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011597/9.

(140013464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**Bossa Nova S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1475 Luxembourg, 1, plateau du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 70.584.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011518/9.

(140012946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**Dragonera S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 72.966.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011596/10.

(140013421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

**ECP Thunnus FII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 23.150,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.953.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011610/10.

(140013142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

**Global Corporate Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 113.751.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011663/10.

(140013125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Signature.

**Global Holding Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 151.761.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011664/10.

(140013581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

**Upscalia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 156.537.

## EXTRAIT

Suivant les décisions de l'administrateur unique du 17 janvier 2014, la résolution suivante a été prise:

- La décision de transférer le siège social de la société du 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg vers le 45, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg.

Référence de publication: 2014011343/14.

(140011958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

**Urbaninvest S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 32.932.

—  
*Extrait des décisions prises par les administrateurs restants en date du 20 janvier 2014*

1. M. Hans DE GRAAF, administrateur de sociétés, né à Reeuwijk (Pays-Bas), le 19 avril 1950, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de M. Jacques CLAEYS, administrateur et président du conseil d'administration démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

2. M. Hans DE GRAAF a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour URBANINVEST S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014011344/19.

(140012735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**UCI Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 166.214.

—  
Il est porté à connaissance des tiers que le siège social de l'actionnaire unique de la Société, UCI Holdings Limited, est dorénavant à inscrire au, 148 Quay Street, étage 9, 1010 Auckland, Nouvelle-Zélande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011339/12.

(140012298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**VA No1 Holdco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.468.

—  
Par résolution signée en date du 30 décembre 2013, l'actionnaire unique a décidé de nommer Amaury Zinga-Botao, avec adresse professionnelle au 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au mandat d'administrateur, avec effet au 2 janvier 2014 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011353/13.

(140011900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**Aronde S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.126.

—  
Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011471/10.

(140013057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**BEOOGO S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.  
R.C.S. Luxembourg B 142.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011509/9.

(140013331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**Desai S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.  
R.C.S. Luxembourg B 89.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011591/9.

(140013022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**GM Inter-Est S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1835 Luxembourg, 23, rue des Jardiniers.  
R.C.S. Luxembourg B 59.650.

Le bilan et l'annexe de l'exercice au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011665/10.

(140013280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

---

**Secret Garden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 7, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 49.985.

*Procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 20 janvier 2014*

Le jour 20 janvier 2014, à 11,00 h, s'est réuni l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société SECRET GARDEN SARL., auprès de son siège social, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1) Révocation gérant unique
- 2) Nomination gérant unique

Assume la Présidence de la séance monsieur D'EUFEMIA Frederick lequel, après avoir vérifié la présence de tous les associés, déclare l'assemblée valablement constituée pour délibérer sur le point à l'ordre du jour.

*Première Résolution*

Sur le premier point à l'ordre du jour l'assemblée délibère, à l'unanimité, de révoquer le mandat de gérant unique de monsieur D'EUFEMIA Giuseppe,

*Deuxième Résolution*

Sur le deuxième point à l'ordre du jour, l'assemblée, à l'unanimité délibère de nommer gérant unique, pour une durée indéterminée, monsieur D'EUFEMIA Frederick, né à Londres le 27/05/1985, domicilié à L-2555 Luxembourg, 24/a, rue de Strassen.

La société sera engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle du gérant unique.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11,30

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Frederick D'EUFEMIA

*Le Président*

Référence de publication: 2014011422/26.

(140012842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**Trinidad Luxembourg Ops S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 179.732.

In the year two thousand and thirteen, thirteenth day of December,

Before Maître Roger Arrensdorff, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Trinidad Drilling Ltd., a company organized and incorporated under the laws of the Province of Alberta, Canada, having its registered office at 2500, 700 - 9<sup>th</sup> Avenue SW Calgary AB T2P 3V4, Canada, registered with the Corporate Access Number under number 2013717406 (the "Shareholder"),

duly represented by Vanessa Morolli, lawyer, residing at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated December 13, 2013.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that the Shareholder is the shareholder of Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée"), having its registered office at L-2310 Luxembourg, 16 avenue Pasteur, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 179.732, incorporated by a deed received by Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg on July 31, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2564 on October 15, 2013 (the "Company").

II. record the following resolutions which have been taken in the best interest of the Company, according to the agenda below:

*Agenda*

1. Restatement of the articles of association of the Company;
2. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of USD 80,000.- (eighty thousand US Dollars) by the issue of 80,000 (eighty thousand) class A mandatory redeemable preferred shares (the "Class A MRPS") with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each;
3. Allocation of the amount of USD 8,000.- (eight thousand US Dollars) to the Class A MRPS legal reserve of the Company;
4. Subscription and payment of all the additional shares, with a the payment of a share premium attached to the Class A MRPS of USD 7,422,065.48 (seven million four hundred twenty-two thousand sixty -five US Dollars and forty-eight cents) and allocation of the amount of USD 8,000.- (eight thousand US Dollars) to the Class A MRPS legal reserve of the Company by the Shareholder, by a payment in cash;
5. Amendment of article 5.1 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the planned corporate capital increase;
6. Any other business.

*First resolution*

The Shareholder resolved to restate the articles of association of the Company as follows:

**Title I. Name - Duration - Registered office - Object**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), under the name of "Trinidad Luxembourg Ops Sàrl", governed by the present articles of association and the laws of Luxembourg pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> of August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law").

**Art. 2. Object.**

2.1 The object of the Company is the acquisition, the management, the enhancement and disposal of participations, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or to any other companies of the group. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to



secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company of the group. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some of its assets.

2.3 The Company may hold interests in partnerships. It may also acquire, enhance, license and sub-license and dispose of patents, licenses, and all other intangible property, as well as rights deriving there from or supplementing them.

2.4 In addition, the Company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose of moveable property.

2.5 In general, the Company may carry out all commercial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purpose.

2.6 The Company may also pursue marketing and selling activities directly or through branches established abroad and/or offices located abroad.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is established for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

3.3 The life of the Company does not come to an end by the incapacity, bankruptcy, insolvency or of any other similar event affecting, one or several shareholders.

### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office is established in the city of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers of the Company. It may further be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

4.2 The Company may establish offices and branches, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the board of managers.

4.3 In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office; the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

## **Title II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital - Shares.**

5.1 The Company's share capital is set at USD 20,000.- (twenty thousand US Dollars) divided into 20,000 (twenty thousand) ordinary shares (the "Ordinary Shares"). The Company may in addition to the Ordinary Shares issue from time to time class A mandatory redeemable preferred shares (the "Class A MRPS"), class B mandatory redeemable preferred shares (the "Class B MRPS"), class C mandatory redeemable preferred shares (the "Class C MRPS"), class D mandatory redeemable preferred shares (the "Class D MRPS"), class E mandatory redeemable preferred shares (the "Class E MRPS"), class F mandatory redeemable preferred shares (the "Class F MRPS"), class G mandatory redeemable preferred shares (the "Class G MRPS"), class H mandatory redeemable preferred shares (the "Class H MRPS"), class I mandatory redeemable preferred shares (the "Class I MRPS"), class J mandatory redeemable preferred shares (the "Class J MRPS") (the Class A MRPS, the Class B MRPS, the Class C MRPS, the Class D MRPS, the Class E MRPS, the Class F MRPS, the Class G MRPS, the Class H MRPS, the Class I MRPS and the Class J MRPS are each hereinafter referred to as a "Class of MRPS"); while they are all hereinafter collectively referred to as "MRPS"; the MRPS and the Ordinary Shares are hereinafter referred to individually as a "Share" and collectively as the "Shares".

5.2 All the Shares are issued with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each. The respective rights and obligations attached to each class of Shares are set forth below. All Shares will be issued in registered form and vested with voting rights as determined under article 14 of these articles of association.

5.3 All the Shares are fully paid up.

5.4 In addition to the contributions to the Company in the form of corporate capital as set forth in the above section 5.1, new shareholders or existing shareholders may subscribe to shares by payments made to the corporate capital and as the case may be also through payments made to the share premium account linked to the newly issued shares.

5.5 Each shareholder of a particular class of Shares will be entitled to any and all rights attached to the share premium paid for the subscription of shares of that particular class, pro-rata on all of the issued and outstanding shares of that particular class.

5.6 Share premium paid on Ordinary Shares or on a particular Class of MRPS shall be booked in specific share premium accounts, as follows:

- any share premium paid on Ordinary Shares shall be booked in the Ordinary Shares' share premium account (the "Ordinary Shares' Share Premium Account") and such share premium shall remain attached to the Ordinary Shares upon which the share premium was paid; and

- any share premium paid on a particular Class of MRPS shall be booked in the relevant class of MRPS share premium account (the “Relevant Class of MRPS Share Premium Account”) and such share premium shall remain attached to the relevant Class of MRPS upon which the share premium was paid.

5.7 In addition to the contributions to the Company in the form of corporate capital as set forth in the above section 5.1, new shareholders or existing shareholders may also make capital contributions (account 115 according to the Luxembourg Standard Chart of Accounts) to the Company (the “Capital Contribution”).

5.8 Each shareholder of a particular class of Shares will be exclusively entitled to any and all rights attached the Capital Contribution effectively made with respect to the shares of that particular class, pro-rata on all of the issued and outstanding shares of that particular class.

5.9 Capital Contribution made without issuance of Shares by a shareholder shall be booked in specific accounts, as follows:

- any Capital Contribution connected to Ordinary Shares shall be booked in the Ordinary Shares account 115 (the “Ordinary Shares Account 115”) and such capital contribution shall remain attached to the Ordinary Shares upon which the capital contribution was paid; and

- any Capital Contribution connected to a particular Class of MRPS shall be booked in the relevant Class of MRPS account 115 (the “Ordinary Shares Account 115”) and such capital contribution shall remain attached to the relevant Class of MRPS upon which the capital contribution was paid.

5.10 All MRPS are issued in the form of redeemable shares within the meaning of article 49-8 of the Law. Without prejudice to the conditions set forth in article 49-8 of the Law including, without limitation, the fact that the redemption of the MRPS can only be made by means of sums available for distribution pursuant to article 72-1 of the Law (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with funds received by the Company as an issue premium or as a capital contribution or proceeds of a new issue made for the redemption purpose), MRPS will be redeemed pursuant to the following terms and conditions:

(i) if the MRPS are neither converted or retracted, the Company shall redeem all of the shares of a particular Class of MRPS then in issue upon expiry of a ten (10) years period from the date on which shares of that Class of MRPS are issued (the “Final Mandatory Redemption Date”);

(ii) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date and at any time before such date, the holder of shares of a Class of MRPS is entitled to request (in one or several occasions) in writing the Company to redeem all or part of its shares in that particular Class of MRPS;

(iii) any dividend previously declared on a particular Class of MRPS must be paid prior to the redemption of any shares of that Class of MRPS;

(iv) the redemption price of the shares of a Class of MRPS whether redeemed by the Company’s or at the holder’s request will be equal to the sum of (i) the par value of the redeemed shares increased by the (ii) Relevant Class of MRPS’ Share Premium Account (if any) attached to that Class of MRPS and that is proportionally attributable to the shares so redeemed and by the (iii) Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) connected to that Class of MRPS and that is proportionally attributable to the shares so redeemed and (iv) any undeclared dividend that has accrued up until the date of redemption in respect of the redeemed shares.

Redeemed shares of a particular Class of MRPS will be cancelled forthwith after redemption.

5.11 All MRPS are issued in the form of shares that are convertible into either Ordinary Shares or shares of any other Class of MRPS pursuant to the following terms and conditions:

(i) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date, the holder of shares of a particular Class of MRPS is entitled at any time before such date to request (in one or several occasions) in writing the Company to convert all or part of the shares of that class into Ordinary Shares or into any other Class of MRPS. Furthermore, between the 7<sup>th</sup> and 10<sup>th</sup> year after issuance of shares of a particular Class of MRPS, the Company, after giving written notice to the holder of shares of that Class of MRPS and providing the holder of shares of that particular Class of MRPS first right to exercise its conversion or redemption right as described in these articles, shall have the option to convert these shares into Ordinary Shares or into another Class of MRPS;

(ii) any dividend previously declared on a particular Class of MRPS must be paid prior to the conversion of any shares of that Class of MRPS;

(iii) the conversion price of the shares of a Class of MRPS to be converted will be equal to the face value of such shares increased by the sum of (i) the Relevant Class of MRPS’ Share Premium Account (if any) attached to that Class of MRPS to which these shares belong and that is proportionally attributable to these shares being converted and which is not returned to the holder as partial consideration for the conversion; (ii) the Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) connected to that Class of MRPS to which these shares belong and that is proportionally attributable to the shares being converted and which is not returned to the holder as partial consideration for the conversion and (iii) any undeclared dividend that has accrued up until the date of conversion in respect of the shares being converted (the “Conversion Price”);

(iv) the number of Ordinary Shares to be issued upon such conversion of shares of a Class of MRPS into Ordinary Shares will be equal to the Conversion Price divided by the estimated fair market value, as reasonably determined by the board of managers of the Company, of an Ordinary Share on the conversion date;

(v) the number of shares to be issued upon such conversion of shares of a Class of MRPS into shares of another Class of MRPS will, to the extent that such other Class of MRPS has issued and outstanding shares immediately preceding the conversion time, be equal to the Conversion Price divided by the estimated fair market value, as reasonably determined by the board of managers of the Company, of a share of the other Class of MRPS on the conversion date. In any other case, each share of a Class of MRPS to be converted shall be converted into one share of the other Class of MRPS;

(vi) no decimal of Shares will be available on conversion. The board of managers of the Company will (in the case of decimals) either round up or round down to the closest appropriate number of Shares;

(vii) the Relevant Class of MRPS' Share Premium Account (if any) that is proportionately attached to the converted shares of a Class of MRPS and that is attributable to the relevant Class of MRPS so converted, will, except to the extent that the holder of such shares requests to have all or a portion of such Relevant Class of MRPS' Share Premium Account returned to the holder as partial consideration for the conversion of these shares, be allocated to the Ordinary Shares Share Premium Account or to the Relevant Class of MRPS' Share Premium Account into which the shares of a particular Class of MRPS have been converted;

(viii) the Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) that is proportionately connected to the converted shares of a Class of MRPS and that is attributable to the relevant Class of MRPS so converted, will, except to the extent that the holder of such shares requests to have all or a portion of such Relevant Class of MRPS Account 115 returned to the holder as partial consideration for the conversion of these shares, be allocated to the Ordinary Shares Account 115 or to the Relevant Class of MRPS Account 115 into which the shares of a particular Class of MRPS have been converted.

Converted MRPS will be cancelled forthwith after conversion.

5.12 The holder of shares of a particular Class of MRPS will be entitled to:

- an annual cumulative preferred dividend equal to 0.5 % of the sum of the par value of the particular Class of MRPS, attached Relevant Class of MRPS Share Premium Account (if any) and attached Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) (the "Fixed Return"); and

- a variable preferential and annual cumulative dividend corresponding to the income realized by the Company on its assets financed by the relevant Class of MRPS, attached Relevant Class of MRPS Share Premium Account (if any) and attached Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) (including notably earnings on income, potential foreign exchange gains) minus (i) any costs directly related to the activities of the Company financed by the relevant Class of MRPS, attached Relevant Class of MRPS Share Premium Account (if any) and attached Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) (including notably potential foreign exchange losses), (ii) the Fixed Return and (iii) any applicable arm's length remuneration as determined by the general meeting of the shareholders of the Company (the "Variable Return").

5.13 The holder of a Class of MRPS will only be entitled to dividend payments as described in section 5.12 provided that a general meeting of the shareholders (or, as the case may be, the board of managers of the Company respectively or the liquidator(s)) has approved such distribution and one of the following three (3) events has occurred:

(i) the distribution of an annual (or interim) dividend payment is approved; or

(ii) that Class of MRPS is redeemed by the Company or retracted by the holder of that particular Class of MRPS; or

(iii) the Company is wound-up.

5.14 Should the general meeting of the shareholders decide not to pay a dividend despite the existence of profits, the unpaid fraction of the preferred dividend of a certain year shall be booked in a special reserve for each Class of MRPS (the "Relevant MRPS Reserve") available for distribution to the holders of a particular Class of MRPS during subsequent years, without prejudice to other rights reserved to the MRPS in such hypothesis. For greater certainty, the Relevant MRPS Reserve does not constitute a liability of the Company and no portion of the Relevant MRPS Reserve is payable, or may be distributed, by the Company to the holders of a particular Class of MRPS until such time(s) that a dividend is first declared. The recovery of the dividend is not limited in time. However, the MRPS do not give right to an additional payment of an ordinary dividend being reserved to the Ordinary Shares. 5.15 In case of dissolution of the Company, the holder of MRPS will rank junior to all debts incurred by the Company but will rank senior to the holder of Ordinary Shares as set forth in article 18 below.

**Art. 6. Increase and reduction of corporate capital.** The corporate capital of the Company may be increased or reduced in one or several times, by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

For greater certainty, any return of (or a distribution in respect of) corporate capital, return of (or a distribution in respect of) all or a portion of share premium to a shareholder, or the return (or a distribution in respect of) a Capital Contribution shall be made pro-rata on all of the issued and outstanding Shares of the particular class of Shares upon which the return/distribution is to be made.

**Art. 7. Transfer of shares.**

7.1 Shares are freely transferable among shareholders.

7.2 In case of a sole shareholder, the Shares are freely transferable to non-shareholders. In case of plurality of shareholders, Shares may be transferred to non-shareholders, within the limits of the Law. Indeed, shares cannot be transferred inter vivo to non-shareholders, unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

7.3 The transfer of Shares will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by the Company, as provided in article 1690 of the civil code.

7.4 The Company may purchase its own Shares.

#### **Art. 8. Form of shares - Shareholders' register.**

8.1 Shares are in registered form.

8.2 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by the shareholders if they require.

8.3 The ownership of the Shares will result from the inscription in the shareholders' register.

### **Title III. Administration - Management - Representation**

#### **Art. 9. Board of managers.**

9.1 The Company shall be managed by a board of managers composed, at least, of two (2) managers, who do not need to be shareholders and who will be appointed pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders. The board of managers shall be composed of two classes of managers (A and B). Class A shall be composed of one (1) manager at least. Class B shall be composed of one (1) manager at least.

9.2 The managers are appointed and removed ad nutum pursuant to a decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers, compensation and duration of their mandates reserved the faculty attributed to the board of managers to proceed by way of cooptation in order to replace resigning or deceased board members.

The managers shall hold office until their successors are appointed.

#### **Art. 10. Power of the board of managers.**

10.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the object of the Company.

10.2 To the extent permitted by the Law, the board of managers may delegate powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The board of managers will determine the agent's responsibilities and remunerations (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

10.3 The agent so appointed shall in any case be revocable ad nutum.

#### **Art. 11. Procedure.**

11.1 The board of managers shall meet in Luxembourg as often as the Company's interest so requires or upon call of any manager. The board of managers shall meet at least annually in Luxembourg. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

11.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least two (2) working days in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram or telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers. No such notice is required if all the managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have full knowledge of the agenda of the meeting.

11.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram or telefax, or by email another manager as his proxy. In case there is only one manager present at the board meeting, this manager is allowed to appoint a secretary, who needs not to be manager, in order to assist him by holding the board meeting. Votes may also be cast in writing or by cable, telegram or telefax, or by email.

11.4 The board of managers can validly deliberate and act only if at least one manager class A and one manager class B are present or represented. Decisions shall be taken by a majority vote composed at least by one vote of each class of managers present or represented at such meeting.

11.5 Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

11.6 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the chairman pro tempore, by the secretary or by two managers.

**Art. 12. Representation.** The Company shall be bound by the joint signature of one manager class A and one manager class B in any case and for any amount or by the sole or joint signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of managers.

**Art. 13. Liability of the managers.** In the execution of their mandates, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

#### **Title IV. General meetings of shareholders**

##### **Art. 14. Powers and voting rights.**

14.1 The corporate capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the shareholders. The general meeting of the shareholders may change the nationality of the Company by a unanimous vote. A general meeting of the shareholders may be held without prior notice or publication if they state that they have been informed of the agenda of the meeting.

14.2 Each Ordinary Share is entitled to an identical voting right that is fully voting in all circumstances and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of Ordinary Shares.

14.3 Where the Company has a sole shareholder, MRPS do not entitle their holder to any voting rights, except for the following restricted matters:

- the issue of new MRPS;
- the determination of the rate of the cumulative preferred dividend attached to a particular Class of MRPS;
- any proposed amendment to the preferred right to distributions on liquidation of a particular Class of MRPS;
- the conversion of a particular Class of MRPS into Ordinary Shares.

Where the Company has more than one shareholder, each MRPS is entitled to an identical voting right (that is fully voting in all circumstances) together with the Ordinary Shares and each MRPS holder has voting rights commensurate to such holder's ownership of MRPS.

Where there is only one shareholder, such shareholder shall have all powers that would otherwise be conferred on the general meeting of the shareholders and has sole authority to approve and adopt shareholder resolutions.

Where there is more than one shareholder, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of Shares which he owns. Each shareholder has voting rights proportionate with his shareholdings.

14.4 The Company will recognize only one holder per Share.

14.5 The general meeting of the shareholders exercise all the powers allocated to the general meeting of the shareholders pursuant to the Law.

14.6 The decisions of the sole shareholder, or of the shareholders, as the case may be, are recorded in minutes or drawn-up in writing.

14.7 Also, contracts entered into between the sole shareholder, or of the shareholders, as the case may be, and the Company, represented by the shareholders, are recorded on minutes or drawn-up in writing.

Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

**Art. 15. Annual general meeting.** An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually within six months after the closing of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the annual general meeting.

**Art. 16. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty first of December, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the thirty first of December of the year two thousand and thirteen.

##### **Art. 17. Annual accounts and allocation of profits.**

17.1 The annual accounts are drawn up by the board of managers as at the end of each accounting year and will be at the disposal of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be, at the registered office of the Company.

17.2 Out of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve account. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve has reached an amount to ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company.

This allocation should again become compulsory if the legal reserve falls below ten (10%) per cent of the corporate capital of the Company.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder, as the case may be, upon recommendation of the board of managers, will determine the allocation of the annual net profits. If a decision is made to distribute such profits as a dividend, such dividend shall be paid pro-rata on all of the issued and outstanding Shares of the particular class of Shares upon which the dividend is to be paid.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers,
2. These accounts show a profit, including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the board of managers of the Company,
4. The payment is made only when the rights of the significant creditors of the Company are not threatened,
5. The payment is made pro-rata on all of the issued and outstanding Shares of the particular class of Shares upon which the interim dividend is being paid.

### **Title V. Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 18. Dissolution - Liquidation.**

18.1 In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or the meeting of shareholders, as the case may be, in charge of such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

18.2 The power to amend the articles of association, if so justified by the needs of the liquidation, remains with the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

18.3 The power of the managers will come to an end upon the appointment of the liquidator(s). After payment of all debts and liabilities (including any declared but unpaid dividends) of the Company or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid first in priority to the holders of shares of a particular Class of MRPS on a pro rata basis (according to the number of shares held in the Company's capital by the holder of such Class of MRPS) up to (i) the par value of such shares, (ii) the Relevant Class of MRPS' Share Premium Account attached to this particular Class of MRPS (if any), (iii) the Relevant Class of MRPS Account 115 connected to this particular Class of MRPS (if any) and (iv) undeclared dividend that has accrued up until the date of liquidation (if any). Holders of Ordinary Shares will then be entitled to the remaining available amount (if any) on a pro rata basis (according to the number of Ordinary Shares held in the Company's capital by the holders of such Ordinary Shares).

**Art. 19. General provision.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

#### *Second resolution*

The Shareholder decided to increase the corporate capital of the Company by an amount of USD 80,000.- (eighty thousand US Dollars) so as to bring it from its present amount of USD 20,000.- (twenty thousand US Dollars) to the amount of USD 100,000.- (one hundred thousand US Dollars) represented by 20,000 (twenty thousand) Ordinary Shares and 80,000 (eighty thousand) Class A MRPS with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each.

#### *Third resolution*

The Shareholder decided to issue 80,000 (eighty thousand) Class A MRPS with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each together with the payment of a share premium attached to the Class A MRPS of USD 7,422,065.48 (seven million four hundred twenty-two thousand sixty-five US Dollars and forty-eight cents) and the allocation of the amount of USD 8,000.- (eight thousand US Dollars) to the Class A MRPS legal reserve of the Company.

#### *Fourth resolution*

The Shareholder, here represented as aforementioned, declares to:

- subscribe for 80,000 (eighty thousand) Class A MRPS with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each for an amount of USD 80,000.- (eighty thousand US Dollars);
  - pay a share premium attached to the Class A MRPS of USD 7,422,065.48 (seven million four hundred twenty-two thousand sixty-five US Dollars and forty eight cents);
  - allocate to the Class A MRPS legal reserve of the Company the amount of USD 8,000.- (eight thousand US Dollars);
- by a payment in cash, so that from now the Company has at its free and entire disposal the amount of USD 7,510,065.48 (seven million five hundred ten thousand sixty five US Dollars and forty eight cents) as certified to the undersigned notary by a bank certificate.

#### *Fifth resolution*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution being fully carried out, the Shareholder decided to amend article 5.1 of the articles of incorporation to read as follows:

" **5.1.** The Company's share capital is set at USD 100,000.- (one hundred thousand US Dollars) divided into 20,000 (twenty thousand) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and 80,000 (eighty thousand) class A mandatory redeemable preferred shares (the "Class A MRPS"). The Company may in addition to the Ordinary Shares and to the Class A MRPS issue from time to time class B mandatory redeemable preferred shares (the "Class B MRPS"), class C mandatory redeemable preferred shares (the "Class C MRPS"), class D mandatory redeemable preferred shares (the "Class D MRPS"), class E mandatory redeemable preferred shares (the "Class E MRPS"), class F mandatory redeemable preferred shares (the "Class F MRPS"), class G mandatory redeemable preferred shares (the "Class G MRPS"), class H mandatory redee-

mable preferred shares (the “Class H MRPS”), class I mandatory redeemable preferred shares (the “Class I MRPS”), class J mandatory redeemable preferred shares (the “Class J MRPS”) (the Class A MRPS, the Class B MRPS, the Class C MRPS, the Class D MRPS, the Class E MRPS, the Class F MRPS, the Class G MRPS, the Class H MRPS, the Class I MRPS and the Class J MRPS are each hereinafter referred to as a “Class of MRPS”); while they are all hereinafter collectively referred to as “MRPS”; the MRPS and the Ordinary Shares are hereinafter referred to individually as a “Share” and collectively as the “Shares”.”

#### Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at about EUR 3,725.- (three thousand seven hundred twenty-five euro).

For the purpose of the registration taxes, the appearing party declares that the amount of USD 7,510,065.48 (seven million five hundred ten thousand sixty five US Dollars and forty eight cents) is valued at EUR 5,458,642.57 (five million four hundred fifty-eight thousand six hundred forty-two euro fifty-seven cents).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille treize, le treize décembre,

Par devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

A comparu:

Trinidad Drilling Ltd., une société constituée et établie sous le droit de la Province de l’Alberta, Canada, ayant son siège social situé à 2500, 700 - 9<sup>th</sup> Avenue SW Calgary AB T2P 3V4, Canada, enregistrée auprès du Corporate Access Number sous le numéro 2013717406 (l’«Associé»),

dûment représentée par Vanessa Morolli, avocat, demeurant à L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, en vertu d’une procuration donnée en date du 13 décembre 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

Laquelle comparante, agissant és-qualité, déclare et demande au notaire:

I. d’acter que l’Associé est l’associé de Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 16 avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.732, constituée suivant acte reçu par Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, le 31 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2564 du 15 octobre 2013 (la «Société»).

II. d’enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l’intérêt de la Société, selon l’ordre du jour ci-dessous:

#### Ordre du jour:

1. Refonte des statuts de la Société;
2. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d’un montant de USD 80.000,- (quatre-vingt mille dollars américains) par l’émission de 80.000 (quatre-vingt mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe A (les «PPOR Classe A») ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune;
3. Allocation d’un montant de USD 8.000,- (huit mille dollars américains) à la réserve légale PPOR Classe A de la Société;
4. Souscription et libération de toutes les nouvelles parts, avec le paiement d’une prime d’émission attachée aux PPOR Classe A de USD 7.422.065,48 (sept millions quatre cent vingt-deux mille soixante-cinq dollars américains et quarante-huit cents) et allocation d’un montant de USD 8.000,- (huit mille dollars américains) à la réserve légale PPOR Classe A de la Société par l’Associé, par un paiement en numéraire;
5. Modification de l’article 5.1 des statuts de la Société pour refléter l’augmentation du capital social planifiée de la Société;
6. Divers.

### Première résolution

L'Associé a décidé de refondre les statuts de la Société comme suit:

#### **Titre I<sup>er</sup> . Nom - Durée - Siège social - Objet**

**Art. 1<sup>er</sup> . Nom.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Trinidad Luxembourg Ops Sarl», qui sera régie par les présents statuts et les lois luxembourgeoises relatives à une telle entité (la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

#### **Art. 2. Objet.**

2.1 La Société a pour objet l'acquisition, la gestion, le développement et la disposition de participations au Luxembourg ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit. La Société peut en particulier acquérir par souscription, achat, échange ou de toute manière toutes sortes d'actions cotées, actions simples et d'autres titres participatifs, bonds, obligations, certificats de dépôt ou d'autres instruments de crédit, et plus généralement tous titres et instruments financiers émis par des entités privées ou publiques.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes, sauf par voie d'émission publique. Elle peut émettre par voie d'émission privée seulement, effets, obligations et titres de créances et tout autre type de dette et/ou de titres de participation. La Société peut aussi faire des prêts et accorder toute sorte de support, prêts, avances et garanties à d'autres sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, ainsi qu'à toutes autres sociétés du groupe. Elle pourra aussi donner des garanties et accorder des sûretés à l'égard de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou toutes autres sociétés du groupe. La Société pourra de plus gager, transférer, grever ou créer d'autres types de garanties sur l'ensemble ou une partie de ses actifs.

2.3 La Société peut détenir des participations dans des associations. Elle peut également acquérir, développer, accorder des licences et des sous-licences et céder des brevets, licences ou tout autre bien matériel, ainsi que les droits en dérivant ou les complétant.

2.4 De plus, la Société peut acquérir, gérer, développer et céder des propriétés immobilières situées au Luxembourg ou à l'étranger, et elle peut louer ou disposer de bien meuble.

2.5 De manière générale, la Société peut procéder à toutes opérations commerciales et financières dans les domaines de l'acquisition de titres ou de biens immobiliers, qui sont de nature à développer et compléter l'objet social ci-dessus.

2.6 La Société pourra également poursuivre des activités de marketing et de vente directement ou par l'intermédiaire de succursales situées à l'étranger et/ou de bureaux situés à l'étranger.

#### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour modifier les présents statuts.

3.3 L'existence de la Société ne prend pas fin par l'incapacité, la banqueroute, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

#### **Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Il peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

4.2 La Société peut établir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.3 Dans l'hypothèse d'événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, actuels ou imminents, qui pourraient compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, il pourra être procédé au transfert provisoire du siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert du siège social statutaire, restera luxembourgeoise.

#### **Titre II. Capital social - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social est fixé à USD 20.000,- (vingt mille dollars américains) représenté par 20.000 (vingt mille) parts sociales ordinaires (les «Parts Ordinaires»). La Société pourra, en plus des Parts Ordinaires, émettre le cas échéant des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe A (les «PPOR Classe A»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe B (les «PPOR Classe B»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe C (les «PPOR Classe C»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe D (les «PPOR Classe D»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe E (les «PPOR Classe E»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe F (les «PPOR Classe F»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe G (les «PPOR Classe G»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe H (les «PPOR Classe H»), des parts privilégiées obligatoirement ra-



chetable de classe I (les «PPOR Classe I»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe J (les «PPOR Classe J») (les PPOR Classe A, les PPOR Classe B, les PPOR Classe C, les PPOR Classe D, les PPOR Classe E, les PPOR Classe F, les PPOR Classe G, les PPOR Classe H, les PPOR Classe I, les PPOR Classe J) sont ci-après désignées individuellement une «Classe de PPOR» et collectivement les «PPOR»; les PPOR et les Parts Ordinaires sont ci-après désignées individuellement la «Part» et collectivement les «Parts».

5.2 Toutes les Parts sont émises avec une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune. Les droits et obligations respectifs attachés à chaque catégorie de Parts sont déterminés ci-dessous. Toutes les Parts seront émises sous la forme nominative et assorties de droits de vote tel que déterminé à l'article 14 des présents statuts.

5.3 Toutes les Parts ont été entièrement libérées.

5.4 En plus des apports faits à la Société sous forme de capital social tel que décrit à la section 5.1, de nouveaux associés ou les associés existants peuvent souscrire à des Parts par des paiements faits au capital social et le cas échéant par des paiements faits au compte de la prime d'émission lié aux Parts nouvellement émises.

5.5 Chaque associé d'une classe particulière de Parts bénéficiera de tous les droits attachés à la prime d'émission payée pour la souscription des Parts de cette classe particulière, au pro rata de toutes les Parts émises et souscrites de cette classe particulière.

5.6 La prime d'émission versée aux Parts Ordinaires ou à une classe particulière de PPOR sera comptabilisée dans des comptes de prime d'émission spécifiques, comme suit:

- la prime d'émission versée aux Parts Ordinaires sera comptabilisée au compte prime d'émission lié aux Parts Ordinaires (le «Compte Prime d'Emission Parts Ordinaires») et cette prime d'émission restera attachée aux Parts Ordinaires à laquelle la prime d'émission a été versée; et

- la prime d'émission versée à une classe particulière de PPOR sera comptabilisée au compte prime d'émission lié à la classe de PPOR concernée (le «Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée») et cette prime d'émission restera attachée à la classe concernée de PPOR à laquelle la prime d'émission a été versée.

5.7 En plus des apports faits à la Société sous forme de capital social tel que décrit à la section 5.1 ci-dessus, de nouveaux associés ou les associés existants peuvent également faire des apports en capital (compte 115 selon le Plan Comptable Normalisé Luxembourgeois) à la Société (l'«Apport en Capital»).

5.8 Chaque associé d'une classe particulière de Parts bénéficiera exclusivement de tous les droits attachés à l'Apport en Capital effectivement effectué en relation avec les Parts de cette classe particulière, au pro rata de toutes les Parts émises et en circulation dans cette classe particulière.

5.9 L'Apport en Capital non rémunéré par des titres devra être comptabilisé dans des comptes distincts, comme suit:

- tout Apport en Capital connecté aux Parts Ordinaires sera comptabilisé dans le compte 115 Parts Ordinaires (le «Compte 115 Parts Ordinaires») et restera attachée aux Parts Ordinaires à laquelle l'apport en capital a été payé; et

- tout Apport en Capital connecté à une classe particulière de PPOR sera comptabilisé dans le compte 115 de la classe de PPOR concernée (le «Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée») et restera attachée à la classe concernée de PPOR à laquelle l'apport en capital a été payé.

5.10 Toutes les PPOR sont émises sous la forme de parts rachetables au sens de l'article 49-8 de la Loi. Sans préjudice des conditions requises à l'article 49-8 de la Loi incluant, sans limite, le fait que le rachat des PPOR peut uniquement être effectué au moyen de sommes disponibles à la distribution conformément à l'article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, y compris toute réserve extraordinaire constituée par des fonds reçus par la Société à titre de prime d'émission ou d'apport en capitaux propres ou bénéfices issus d'une nouvelle émission à laquelle il est procédé à des fins de rachat), les PPOR seront rachetées conformément aux conditions et modalités suivantes:

- (i) si les PPOR ne sont jamais converties ou rachetées, la Société rachètera les parts d'une classe particulière de PPOR alors émises à l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la date à laquelle les parts de cette Classe de PPOR ont été émises (la «Date Finale de Rachat Obligatoire»);

- (ii) nonobstant la Date Finale de Rachat Obligatoire, et à tout moment avant cette date, le détenteur de parts d'une Classe de PPOR peut demander (à une ou plusieurs occasions) par écrit à la Société le rachat de certaines ou de toutes ses parts de cette Classe de PPOR;

- (iii) tout dividende déclaré sur une Classe de PPOR particulière devra être payé préalablement au rachat de toute part de cette Classe de PPOR;

- (iv) le prix de rachat des parts d'une Classe de PPOR qu'elles soient rachetées par la Société ou à la demande d'un détenteur sera égal à la somme de (i) la valeur nominale des parts rachetées augmenté du (ii) Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) attachée à cette Classe de PPOR et qui est proportionnellement attribuable aux parts ainsi rachetées et par (iii) le Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) connecté à cette Classe de PPOR et qui est proportionnellement attribuable aux parts ainsi rachetées et (iv) tout dividende non déclaré et accumulé jusqu'à la date de rachat des parts rachetées.

Les parts d'une Classe particulière de PPOR seront annulées immédiatement à l'issue de leur rachat.

5.11 Toutes les PPOR sont émises sous la forme de parts convertibles en Parts Ordinaires ou en parts de toute autre Classe de PPOR conformément aux conditions et modalités suivantes:

(i) nonobstant la Date Finale de Rachat Obligatoire, le détenteur de parts d'une Classe particulière de PPOR peut à tout moment avant cette date, demander (à une ou plusieurs occasions) par écrit la conversion de certaines ou de toutes ses parts de cette classe en Parts Ordinaires ou en toute autre Classe de PPOR. De plus, entre la 7<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> année suivant l'émission des parts d'une Classe particulière de PPOR, la Société, après avoir informé par écrit le détenteur des parts de cette Classe de PPOR et respecté le droit de conversion ou de rachat du détenteur des parts de cette Classe de PPOR tel que décrit dans les présents statuts, aura la possibilité de convertir ces parts en Parts Ordinaires ou en parts de tout autre Classe de PPOR;

(ii) tout dividende déclaré sur une Classe particulière de PPOR doit être payé préalablement à la conversion de toutes parts de cette Classe de PPOR;

(iii) le prix de conversion des parts d'une Classe de PPOR à convertir sera égal à la valeur nominale de ces parts augmenté par la somme du (i) Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) attachée à la Classe de PPOR à laquelle les parts appartiennent et qui est proportionnellement attribuable aux parts ainsi converties et qui ne sont pas restituées au détenteur à titre de paiement partiel pour la conversion, du (ii) Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) connecté à la Classe de PPOR à laquelle les parts appartiennent et qui est proportionnellement attribuable aux parts ainsi converties et qui ne sont pas restituées au détenteur à titre de paiement partiel pour la conversion et tout (iii) dividende non déclaré et accumulé jusqu'à la date de conversion des parts converties (le «Prix de Conversion»);

(iv) le nombre de Parts Ordinaires émis suite à la conversion de parts d'une Classe de PPOR en Parts Ordinaires sera égal au Prix de Conversion divisé par la juste valeur marchande, tel que raisonnablement déterminée par le conseil de gérance de la Société d'une Part Ordinaire au jour de la conversion;

(v) le nombre de parts émises suite à la conversion de parts d'une Classe de PPOR en parts d'une autre Classe de PPOR sera, dans la limite où une telle Classe de PPOR a émis et circulé des Parts immédiatement avant la conversion, égal au Prix de Conversion divisé par la juste valeur marchande, tel que raisonnablement déterminée par le conseil de gérance de la Société, d'une part de l'autre Classe de PPOR au jour de la conversion. Dans tout autre cas, chaque part d'une Classe de PPOR devra être convertie en une part de l'autre Classe de PPOR;

(vi) aucune valeur décimale de Parts ne sera disponible à la conversion. Le conseil de gérance de la Société pourra (en cas de décimal) soit arrondir à la hausse ou à la baisse au plus près du nombre approprié de Parts;

(vii) le Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) qui est proportionnellement attribuable aux parts converties d'une Classe de PPOR et qui est attribuable à la Classe particulière de PPOR ainsi convertie, sera, sauf dans le cas où le détenteur de ces parts demande le remboursement de tout ou partie du Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée à titre de paiement partiel pour la conversion de ces parts, alloué au Compte Prime d'Emission Parts Ordinaires ou au Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée dans laquelle les parts d'une Classe particulière de PPOR ont été converties;

(viii) le Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) qui est proportionnellement attribuable aux parts converties d'une Classe de PPOR et qui est attribuable à la Classe particulière de PPOR ainsi convertie, sera, sauf dans le cas où le détenteur de ces parts demande le remboursement de tout ou partie du Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée à titre de paiement partiel pour la conversion de ces parts, alloué au Compte 115 Parts Ordinaires ou au Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée dans laquelle les parts d'une Classe particulière de PPOR ont été converties.

Les PPOR seront annulées immédiatement à l'issue de leur conversion.

5.12 Le détenteur d'une Classe particulière de PPOR aura droit à:

- un dividende annuel cumulatif fixe préférentiel égal à 0,5% de la valeur nominale d'une Classe particulière de PPOR, du Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) et du Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) (le «Revenu Fixe»); et

- un dividende annuel cumulatif variable préférentiel correspondant au revenu réalisé par la Société sur ces actifs financiers financés par la Classe de PPOR concernée, au Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée attachée (le cas échéant) et au Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée attachée (le cas échéant) (incluant notamment le revenu d'intérêt, les gains potentiels de taux de change) moins (i) tous les coûts directs relatifs aux activités de financement de la Société financés par la Classe de PPOR concernée, le Compte Prime d'Emission de la Classe de PPOR Concernée attachée (le cas échéant) et le Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) (incluant notamment les pertes sur taux de change), (ii) le Revenu Fixe et (iii) toute rémunération applicable aux conditions de pleine concurrence par l'assemblée générale des associés de la Société (le «Revenu Variable»).

5.13 Le détenteur d'une Classe de PPOR aura uniquement droit à un paiement de dividendes tel que décrit à l'article 5.12 à condition que l'assemblée générale des associés (ou le cas échéant, le conseil de gérance de la Société, respectivement le(s) liquidateur(s)) ait approuvé cette distribution et qu'en outre un des trois événements suivants ait eu lieu:

(i) la distribution d'un dividende annuel (ou intérimaire) est approuvée; ou

(ii) cette Classe de PPOR est rachetée par la Société ou le détenteur de cette Classe particulière de PPOR; ou

(iii) la Société est dissoute.

5.14 Dans le cas où l'assemblée générale des associés décidait de ne pas payer de dividende malgré l'existence de bénéfices, le montant du dividende préférentiel non payé pour l'année concernée sera comptabilisé dans un compte de réserve pour chaque Classe de PPOR (la «Réserve PPOR Concernée») distribuable aux détenteurs d'une Classe particulière de PPOR durant les années suivantes, sans préjudice quant aux autres droits attribués aux PPOR dans une telle hypothèse. Pour plus de certitude, la Réserve PPOR Concernée ne constitue pas une dette de la Société et aucun montant de la Réserve PPOR Concernée est payable, ou peut être distribuée par la Société aux détenteurs d'une Classe particulière de PPOR jusqu'à ce qu'un dividende soit préalablement déclaré. Le droit au dividende n'est pas limité dans le temps. Cependant, les PPOR ne donnent pas droit au paiement supplémentaire d'un dividende ordinaire qui est réservé aux Parts Ordinaires.

5.15 En cas de dissolution de la Société, le détenteur de PPOR sera subordonné aux dettes encourues par la Société mais sera prioritaire par rapport au détenteur de Parts Ordinaires tel que défini à l'article 18 ci-dessous.

**Art. 6. Augmentation et réduction du capital.** Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale des associés prise dans les conditions prévues pour la modification des présents statuts.

Pour plus de certitude, tout remboursement (ou distribution de) capital social, remboursement (ou distribution de) la totalité ou d'une partie de la prime d'émission à un associé, ou le remboursement (ou la distribution) d'un Apport en Capital doit se faire au pro rata de toutes les Parts émises et en circulation de la catégorie particulière de Parts sur laquelle le remboursement/distribution doit se faire.

**Art. 7. Transfert des parts.**

7.1 Les Parts sont librement cessibles entre associés.

7.2 En cas d'associé unique les Parts sont librement cessibles à des non-associés. En cas de pluralité d'associés les Parts peuvent être transférées à des non-associés, dans les limites prévues par la Loi. En effet, aucune cession de Parts entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément préalable donné en assemblée générale des associés représentant au moins trois quart du capital social.

7.3 Le transfert de Parts ne sera opposable à la Société ou aux tiers que suite à une notification à la Société ou à l'acceptation par la Société telle que prévue par l'article 1690 du code civil.

7.4 La société pourra acquérir ses propres Parts.

**Art. 8. Forme des parts sociales - Registre des associés.**

8.1 Les Parts sont émises uniquement sous forme nominative.

8.2 Un registre d'associés sera tenu au siège social de la Société conformément à la Loi et pourra être examiné par les associés s'ils en font la demande.

8.3 La propriété des Parts résultera de l'inscription dans le registre d'associés de la Société.

**Titre III. Administration - Gérance - Représentation**

**Art. 9. Conseil de gérance.**

9.1 La Société est gérée par un conseil de gérance, composé de deux (2) gérants au moins, qui n'ont pas besoin d'être des associés et qui seront nommés par résolution de l'assemblée générale des associés. Le conseil de gérance est composé de deux catégories de gérants (A et B). La catégorie A devra être composée de un (1) gérant au moins. La catégorie B devra être composée de un (1) gérant au moins.

9.2 Les gérants sont nommés et révoqués ad nutum par une décision de l'assemblée générale des associés, qui détermine également leurs pouvoirs, rémunération ainsi que la durée de leur mandat, sous réserve du pouvoir accordé au conseil de gérance de procéder au remplacement des gérants démissionnaires ou décédés par voie de cooptation. Les gérants sont maintenus en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

**Art. 10. Pouvoirs du conseil de gérance.**

10.1 Tous les pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à la décision des associés, relèvent de la compétence du conseil de gérance, qui est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes et effectuer les opérations conformément à l'objet social de la Société.

10.2 Dans les limites permises par la Loi, le conseil de gérance est autorisé à déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc. Le conseil de gérance déterminera les responsabilités et la rémunération (si c'est le cas), la durée de la représentation et toute autre condition appropriée de la fonction d'agent.

10.3 L'agent nommé sera dans tous les cas révocable ad nutum.

**Art. 11. Procédure.**

11.1 Le conseil de gérance se réunira à Luxembourg aussi souvent que l'intérêt de la Société le requiert ou sur convocation par un gérant.

Le conseil de gérance se réunira au moins une fois par an à Luxembourg. Le conseil de gérance pourra choisir en son sein un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance et des assemblées générales des associés.

11.2 Tout gérant doit être convoqué par une convocation écrite au moins deux (2) jours ouvrables avant la tenue du conseil de gérance, à moins qu'un délai de convocation plus bref ne soit imposé par le caractère d'urgence des affaires en cause, lequel sera dans ce cas décrit dans la convocation. Il peut être passé outre cette convocation avec l'accord écrit, par câble, par télégramme, par télécopie ou par e-mail de chaque gérant. Aucune convocation spéciale n'est requise pour les réunions se tenant à une date, à une heure et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement prise par le conseil de gérance. Une telle convocation n'est pas requise si tous les gérants sont présents ou représentés lors de la réunion et qu'ils constatent qu'ils ont été bien informés et qu'ils ont pleine connaissance de l'ordre du jour de la réunion.

11.3 Tout gérant pourra assister à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, par télégramme ou par télécopie ou par e-mail un autre gérant pour le représenter. Pour le cas où un seul gérant serait présent à une réunion du conseil de gérance, ce gérant est autorisé à nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un gérant, pour l'assister dans la tenue de la réunion du conseil de gérance. Les votes peuvent également être exprimés par écrit, par câble, télégramme, télécopie ou par e-mail.

11.4 Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si au moins un gérant de la catégorie A et un gérant de la catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés comprenant au moins le vote d'un gérant de chaque catégorie.

11.5 Les résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants ont les mêmes effets que les résolutions votées lors d'une réunion du conseil de gérance. De telles signatures peuvent apparaître sur un seul document ou sur plusieurs copies de la même résolution et peuvent être prouvées par des lettres ou des télécopies.

11.6 Les minutes de chacune des réunions du conseil de gérance doivent être signées par le président ou en son absence par le président intérimaire qui préside une telle réunion. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, le président pro tempore, le secrétaire ou par deux gérants.

**Art. 12. Représentation.** La Société est engagée par la signature conjointe d'un gérant de la catégorie A et d'un gérant de la catégorie B dans tous les cas et pour tout montant, ou par la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.

**Art. 13. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **Titre IV. Assemblée générale des associés**

##### **Art. 14. Pouvoirs et droits de votes.**

14.1 Le capital social et les autres dispositions de ces statuts peuvent être modifiés à tout moment par l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés pourra changer la nationalité de la Société par un vote unanime. Une assemblée générale des associés pourra se tenir sans convocation ou publication préalable s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée.

14.2 Chaque Part Ordinaire donne droit à un droit de vote identique en toutes circonstances et chaque associé a des droits de vote proportionnels au nombre de Parts Ordinaires qu'il détient.

14.3 Lorsque la Société a un associé unique, les PPOR ne donnent droit à leur détenteur à aucun droit de vote, à l'exception des matières restrictivement énumérées comme suit:

- l'émission de nouvelles PPOR;
- la détermination du taux de dividende cumulatif préférentiel attaché à une classe particulière de PPOR;
- toute modification proposée relative au droit préférentiel de distribution en cas de liquidation d'une classe particulière de PPOR; et
- la conversion d'une classe particulière de PPOR en Parts Ordinaires.

Lorsque la Société a plus d'un associé, chaque PPOR donne droit à un droit de vote identique (en toutes circonstances) ensemble avec les Parts Ordinaires et chaque détenteur de PPOR a des droits de vote proportionnels à son pourcentage de détention de PPOR.

Lorsque la Société a un associé unique, cet associé aura tous pouvoirs autrement dévolus à l'assemblée générale des associés et aura l'autorité unique pour approuver et adopter les décisions d'associé.

Lorsqu'il y a plus d'un associé, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts qu'il détient.

Chaque associé a des droits de vote proportionnels à sa participation.

14.4 La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par Part.

14.5 L'assemblée générale des associés exerce tous les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

14.6 Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés sont établies sous la forme de minutes ou dressées par écrit.

14.7 De plus, les contrats passés entre l'associé unique ou les associés, le cas échéant, et la Société représentée par les associés seront établis sous la forme de minutes ou dressés par écrit. Cependant, cette dernière hypothèse n'est pas applicable aux opérations courantes prises dans des conditions normales.

**Art. 15. Assemblée générale annuelle.** Une assemblée générale annuelle des associés approuvant les comptes annuels se tiendra dans les six mois de la clôture de l'exercice social au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de l'assemblée générale annuelle.

**Art. 16. Année sociale.** L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre, à l'exception du premier exercice social qui débutera à la date de création de la Société et se terminera le trente et un décembre deux mille treize.

**Art. 17. Comptes annuels et allocation des bénéfices.**

17.1 Les comptes annuels sont établis par le conseil de gérance à la fin de chaque exercice et seront mis à la disposition de l'associé unique ou des associés, le cas échéant, au siège social de la Société.

17.2 Cinq pourcent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être requise dès que le montant de la réserve légale s'élèvera à dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

Cette affectation devra être de nouveau requise si la réserve légale descend en deçà de dix pourcent (10%) du capital social de la Société. L'assemblée générale des associés, ou l'associé unique, le cas échéant, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels. Si une décision est prise pour distribuer ces bénéfices en tant que dividende, ce dividende sera payé au pro rata de toutes les Parts émises et en circulation de la catégorie particulière de Parts sur laquelle le dividende doit être payé.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment sous les conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires seront établis par le conseil de gérance,
2. Ces comptes montrent un bénéfice incluant les bénéfices reportés,
3. La décision de payer un dividende intérimaire est prise par une décision du conseil de gérance,
4. Le paiement sera effectué après que la Société aura obtenu la garantie que les droits des créanciers importants de la Société ne sont pas menacés, et
5. Le paiement se fait au pro rata de toutes les Parts émises et en circulation de la catégorie particulière de Parts sur laquelle le dividende intérimaire doit être payé.

## **Titre V. Dissolution et liquidation**

**Art. 18. Dissolution et liquidation.**

18.1 Dans le cas, d'une dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales) nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant, décidant une telle dissolution, et qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

18.2 Le pouvoir de modifier les statuts, si nécessaire pour les besoins de la liquidation, reste une prérogative de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, le cas échéant.

18.3 Les pouvoirs du conseil de gérance de la Société cesseront par la nomination du(es) liquidateur(s). Après le paiement de toutes les dettes et tout le passif (incluant tout dividende déclaré mais non payé) de la Société ou du dépôt des fonds nécessaires à cet effet, le montant restant sera payé en priorité aux détenteurs de parts d'une Classe particulière de PPOR au pro rata (eu égard au nombre de parts que le détenteur de cette Classe de PPOR détient dans le capital social de la Société) jusqu'à concurrence de (i) la valeur nominale de ces parts, (ii) du Compte d'Emission de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant), (iii) du Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée (le cas échéant) et (iv) des dividendes accumulés mais non déclarés à la date de liquidation (le cas échéant). Les détenteurs de Parts Ordinaires sera autorisé à recevoir (le cas échéant) le montant restant au pro rata (eu égard au nombre de Parts Ordinaires qu'ils détiennent dans le capital social de la Société).

**Art. 19. Dispositions générales.** Tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents statuts sera régi par la Loi.

### *Deuxième résolution*

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 80.000,- (quatre-vingt mille dollars américains) pour le porter de son montant actuel de USD 20.000,- (vingt mille dollars américains) à un montant de USD 100.000,- (cent mille dollars américains) représenté par 20.000 (vingt mille) Parts Ordinaires et 80.000 (quatre-vingt mille) PPOR Classe A ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune.

### *Troisième résolution*

L'Associé a décidé d'émettre 80.000 (quatre-vingt mille) PPOR Classe A ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux PPOR Classe A de USD 7.422.065,48 (sept millions quatre cent vingt-deux mille soixante-cinq dollars américains et quarante-huit cents) et l'allocation d'un montant de USD 8.000,- (huit mille dollars américains) à la réserve légale PPOR Classe A de la Société.

### *Quatrième résolution*

L'Associé représenté tel que mentionné ci-dessus a déclaré:

- souscrire et payer en totalité 80.000 (quatre-vingt mille) PPOR Classe A ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune pour un montant total de USD 80.000,- (quatre-vingt mille dollars américains);
  - payer une prime d'émission attachée aux PPOR Classe A de USD 7.422.065,48 (sept millions quatre cent vingt-deux mille soixante-cinq dollars américains et quarante-huit cents);
  - allouer à la réserve légale PPOR Classe A de la Société le montant de USD 8.000,- (huit mille dollars américains);
- par un paiement en numéraire, de telle sorte que la Société dispose à ce jour de l'entière et libre disposition d'un montant USD 7.510.065,48 (sept millions cinq cent dix mille soixante-cinq dollars américains et quarante-huit cents) comme cela a été certifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

#### *Cinquième résolution*

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, l'apport ayant été accompli, l'Associé a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société comme suit:

« **5.1.** Le capital social est fixé à USD 100.000,- (cent mille dollars américains) représenté par 20.000 (vingt mille) parts ordinaires (les «Parts Ordinaires») et 80.000 (quatre vingt mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A (les «PPOR Classe A»). La Société peut également émettre en plus des Parts Ordinaires et des PPOR Classe A des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B (les «PPOR Classe B»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie C (les «PPOR Classe C»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie D (les «PPOR Classe D»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie E (les «PPOR Classe E»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie F (les «PPOR Classe F»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie G (les «PPOR Classe G»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie H (les «PPOR Classe H»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie I (les «PPOR Classe I»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie J (les «PPOR Classe J»), (les PPOR Classe A, les PPOR Classe B, les PPOR Classe C, les PPOR Classe D, les PPOR Classe E, les PPOR Classe F, les PPOR Classe G, les PPOR Classe H, les Classe I et les PPOR Classe J) sont ci-après individuellement désignées comme une «Classe de PPOR» et collectivement comme les «PPOR»; les PPOR et les Parts Ordinaires sont ci-après individuellement désignées comme une «Part» et collectivement comme les «Parts».)»

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital s'élève à environ EUR 3.725,- (trois mille sept cent vingt-cinq euros).

Pour les besoins de l'enregistrement, le comparant déclare que le montant de Pour les besoins de l'enregistrement, le comparant déclare que le montant de USD 7.510.065,48 (sept millions cinq cent dix mille soixante-cinq dollars américains et quarante-huit cents) est évalué à la somme de EUR 5.458.642,57 (cinq millions quatre cent cinquante-huit mille six cent quarante-deux euros cinquante-sept cents).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, le président lève la séance.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu des comparants, tous connus du notaire par leur prénoms, noms, état civil et domicile, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: MOROLLI, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 décembre 2013. Relation: LAC / 2013 / 57878. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Référence de publication: 2014009595/832.

(140010097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

#### **Cortines S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 97.650.

L'an deux mille treize, le vingt-trois décembre,

Pardevant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "CORTINES S.A." (ci-après "la Société"), ayant son siège social à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragançe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97.650, constituée sous la dénomination CORTINES, SARL suivant acte notarié en date du 5 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 54 du 15 janvier 2004 et dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et en dernier lieu suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 8 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1328 du 9 juillet 2009.

L'assemblée est ouverte à 16.05 heures sous la présidence de Monsieur Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Cheryl Geschwind, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Peggy Partigianone, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Changement de l'année sociale de la Société pour la fixer du 1<sup>er</sup> mars au dernier jour du mois de février, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2014.

2. Extension de l'année sociale en cours jusqu'au 28 février 2014.

3. Modification subséquente de l'article 12 des statuts de la Société.

4. Divers.

II. - Que les actionnaires représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexée aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée générale décide de changer l'année sociale de la Société qui commencera désormais du premier jour de mars de chaque année et se terminera le dernier jour de février de l'année suivante, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2014.

Exceptionnellement, l'année sociale en cours qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2013 se terminera le 28 février 2014.

*Deuxième résolution:*

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 12.** L'année sociale commencera le premier jour de mars de chaque année et se terminera le dernier jour de février de l'année suivante.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de cet acte sont estimés à EUR 1.500.-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une version anglaise; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

### Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third of December,  
Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

Is held

an extraordinary general meeting of shareholders of "CORTINES S.A." (the "Company"), a société anonyme, with registered office at L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 97.650, incorporated under the denomination CORTINES, SARL pursuant to a notarial deed on 5 December 2003, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 54 on 15 January 2004 and the articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 8 May 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1328 on 9 July 2009.

The meeting is opened at 4.05 p.m. with Mr Raf Bogaerts, companies' director, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Cheryl Geschwind, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Peggy Partigianone, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the meeting is held with the following

#### *Agenda*

1. Change of the financial year of the Company so as to fix it from 1<sup>st</sup> March to the last day of February, with effect on 1<sup>st</sup> March 2014.

2. Extension of the current financial year to 28 February 2014.

3. Subsequent amendment of article 12 of the articles of association of the Company.

4. Miscellaneous.

II. - That the shareholders represented, the proxyholder of the represented shareholders and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the shareholders represented will also remain annexed to the present deed after having been initialled "ne varietur" by the persons appearing.

III. - That the whole corporate capital being represented at the present meeting and the shareholders represented declaring that they had had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took the following resolutions:

#### *First resolution:*

The general meeting decides to change the financial year of the Company which shall begin on the first day of March of each year and shall end on the last day of February of the next year, with effect on 1<sup>st</sup> March 2014.

Exceptionally, the current financial year that began on 1<sup>st</sup> January 2013 will end on 28 February 2014.

#### *Second resolution:*

As a consequence of the above resolution, the general meeting resolves to amend article 12 of the articles of association of the Company as follows:

" **Art. 12.** The company's financial year shall begin on the first of March of each year and end on the last day of February of the next year."

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,500.-.

There being no further business, the meeting is terminated.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the office of undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that at the request of the appearing persons this deed is worded in French followed by an English version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English texts, the French text will prevail.



The document having been read to the persons appearing, the members of the board of the meeting signed together with the notary this original deed.

Signé: R. BOGAERTS, C. GESCHWIND, P. PARTIGIANONE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2013. LAC/2013 /60009. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Référence de publication: 2014009880/120.

(140011548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

---

**AWM Luxembourg SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 183.173.

Ce document remplace celui annexe au dépôt L140003580 fait le 9 janvier 2014.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of December.

Before the undersigned notary Maître Marc Loesch, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

**APPEARED:**

Deutsche Asset Management Group Limited, a company governed by the laws of England and Wales, having its registered office at One Appold Street, London, EC2A 2UU, United Kingdom with company number 01942565, represented by Maître Claire Prospert, avocat à la cour, professionally domiciled in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on 27 November 2013, that will be initialled as "ne varietur" by the proxyholder and the notary, attached to the present deed and simultaneously filed with the registration authority.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following articles of association ("Articles of Association") of a public limited company (société anonyme) qualifying as Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF) with variable capital (SICAV) pursuant to the Act on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended (as defined below) and which the appearing party declared to establish as follows:

**Art. 1. Name.**

1 Between the undersigned and all persons that may become shareholders there exists a company in the legal form of a public limited company under the name of "AWM Luxembourg SICAV-SIF" (the "Company") qualifying as an "investment company with variable capital -specialised investment fund" in the structure of an umbrella fund.

2 The Company may have one or more Shareholders (the "Shareholders" or individually a "Shareholder").

**Art. 2. Duration.**

1 The Company has an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time upon resolution of the Company's Shareholders, provided that the resolution has been passed in the form required for amendments to the Articles of Association.

2 Individual Sub Funds (as defined below) may be set up for a limited or unlimited duration as set forth in the respective annexes to the private placement memorandum of the Company ("PPM").

**Art. 3. Corporate Object.**

1 The Company's exclusive object is to carry out the business of a specialised investment fund pursuant to the Act on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended ("Act of 2007").

2 Within the framework of the Act of 2007, the Company may take all measures and carry out all business activities it deems helpful to fulfil and to promote its company purpose.

3 Within the Company, different Sub Funds (as defined below) may pursue similar or different investment strategies.

**Art. 4. Registered Office.**

1 The Company's registered office is in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the Board of Directors ("Board of Directors") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Upon resolution of the Board of Directors, subsidiaries or other representations may be established in Luxembourg or abroad.

2 Should the Board of Directors come to the conclusion that incidents of force majeure have taken place or are imminent that may adversely affect the Company's normal business at its seat or the communication with subsidiaries or persons abroad, the seat may temporarily be relocated to a foreign country until such extraordinary circumstances have ended. Such temporary measures will not affect the nationality of the Company and it will remain a Luxembourg company.

#### **Art. 5. Corporate capital, Sub Funds, Share Classes.**

1 The initial capital of the Company is thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) fully paid.

2 The capital of the Company is represented by shares of no par value ("Shares") and shall at any time be equal to the total net assets of the Company (see Article 24 below).

3 The Company's minimum capital after a period of twelve months following the registration of the Company as a Specialised Investment Fund shall be one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.00) or the foreign currency equivalent thereof.

4 The Board of Directors is entitled to, at any time and without limitation, issue Shares at such value as shall be determined in the PPM or the relevant annex thereto, without being required to grant existing Shareholders a preferential right of subscription. Within the framework of the Act of 2007, the Board of Directors may delegate the power to accept subscriptions and payments for such new Shares as well as to issue such new Shares to any member of the Board of Directors or an employee of the Company or to any other duly authorised person.

5 Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different Sub Funds ("Sub Funds") which may be denominated in different currencies. The rights of each Shareholder shall be limited to the assets of the relevant Sub Fund(s) in which such Shareholder holds Shares. Each Sub Fund's assets are liable only towards the Shareholders of such Sub Fund and for liabilities towards third parties relating to the setting-up of such Sub Fund or which result from the investment activity or the liquidation of such Sub Fund. Each Sub Fund of the Company is treated as an independent entity. Each Sub Fund of the Company can be liquidated individually without resulting in the liquidation of another Sub Fund or the Company as a whole.

6 Within each Sub Fund, the Board of Directors is authorised to issue different classes of Shares (each a "Share Class") which may differ, inter alia, as regards the fee structure, distribution policy, hedging strategies, minimum investment capital, Shareholders' qualifications, payment structures or other specific features, as may be determined by the Board of Directors from time to time and which can be denominated in different currencies. The Shares of a Share Class can be issued as accumulating Shares ("Accumulating Shares") or as distributing Shares ("Distributing Shares"). The Board of Directors may decide if and when Shares of such Share Classes are to be offered for subscription, as well as the conditions of such issuance.

7 To the extent appropriate for the interpretation of the present Articles of Association and unless determined otherwise herein, references to Sub Funds in these Articles of Association shall be read as references to the Share Classes associated with the relevant Sub Fund.

8 The proceeds from the issuance of Shares of a Sub Fund will be invested in securities and/or other permitted assets pursuant to Article 3 of the Articles of Association and to the investment strategy as determined by the Board of Directors for the respective Sub Fund.

9 Cross-investments between different Sub Funds are possible if and under such circumstances provided by Luxembourg law.

10 The share capital corresponds to the sum of the net assets of all Sub Funds. In order to determine the share capital, the net assets of those Sub Funds not denominated in Euro will be converted to Euro.

11 The Company may, from time to time, issue bonus Shares following which the Share Value (as hereinafter defined) per share is reduced by way of a split.

#### **Art. 6. Shares.**

1 Shares will be issued as registered shares only.

2 Upon the Company's acceptance of a subscription, Shares will only be issued to investors that qualify as well-informed investors according to the Act of 2007 ("Eligible Investors"). Each Shareholder shall provide evidence to the Company of its status as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007.

Within the meaning of the Act of 2007, a well-informed investor shall be an institutional investor, a professional investor or any other investor who meets the following conditions:

- a) such investor has confirmed in writing that it adheres to the status of well-informed investor, and
- b) (i) such investor invests a minimum of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the specialised investment fund, or  
(ii) such investor has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying its expertise, its experience and its knowledge in adequately appraising an investment in the specialised investment fund.

The conditions set forth above are not applicable to members of the Board of Directors and other persons who are involved in the management of specialised investment funds.

3 The Shareholders will receive a confirmation of their shareholding in the Company.

4 Fractions of Shares may be issued. In the event that a Shareholder becomes entitled to a fractional shareholding, such fractional shareholding shall be registered in the share register with up to four (4) decimals. Fractional Shares do

not grant any voting rights; however, the fractional Shareholder is entitled to distributions pro rata to its fractional shareholding.

5 The Board of Directors will determine the form in which the Company will issue Shareholder confirmations pursuant to Article 6 para. 3 of the Articles of Association.

6 Shares will be issued after the acceptance of the subscription and subject to payment of the issue price, pursuant to Article 25. Upon acceptance of the subscription and receipt of the issue price, the Shareholder will receive a confirmation of its shareholding, within a period customary in financial affairs.

7 The Shareholders of all issued Shares will be listed in the share register that is kept by the Company or by one or more entities to whom the Board of Directors has delegated such task. The share register shall contain the names of all Shareholders, their address as well as the number of Shares held in each Sub Fund and Share Class.

8 Every Shareholder registered in the share register must provide the Company with an address for the reception of notifications and announcements by the Company. This address will be listed in the share register. A Shareholder may at all times change its registered address by written notice sent to the Company's registered office or such other address as may be indicated by the Company from time to time.

9 Subject to the consent of the Shareholders and if permitted by the PPM and permitted by law, notifications and announcements by the Company can be sent electronically to the Shareholders.

10 Subject to the provisions of the Act of 2007 according to which every Shareholder must qualify as an Eligible Investor and subject to these Articles of Association and to the provisions contained in the PPM or any annex thereto, the Shares are not subject to any limitations of transferability and are clear of any claims on behalf of the Company. Shareholders may however request the inscription of a trustee blocker registration with respect to the Shares held by them.

11 The registration of a person as a Shareholder of the Company in the share register is subject to the Shareholder's compliance with the provisions of the Act of 2007. For that purpose, the Company may request evidence that the acquirer qualifies as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007. If need be, the Company may request additional documents it deems necessary for the registration in the share register. Article 10 of the Articles of Association is applicable.

#### **Art. 7. Subscriptions / Capital Commitments.**

1 Within the framework of the PPM, the Company or duly authorised persons may - at their sole discretion - accept or reject subscriptions and payments by investors qualifying as Eligible Investors within the meaning of Article 2 of the Act of 2007.

2 Subscriptions may be made in the form of capital commitments ("Capital Commitments") and will become due and payable either immediately in full or in several instalments upon receipt of drawdown notices, as further provided in the following Article 8.

3 Subject to consent of relevant Shareholders, the Company may allow that assets be contributed in kind, provided that such assets are compliant with the investment strategy of the relevant Sub Fund, and that their value is confirmed by the Company's auditors. The costs of such contribution in kind shall be borne by the contributing Shareholder.

#### **Art. 8. Capital Calls.**

1 If subscriptions are made in the form of Capital Commitments, such Capital Commitments will become due and payable upon issuance of a Capital Call (as hereinafter defined) either in one sole payment or in several instalments by subscription of the respective number of Shares per Sub Fund. In advance of the due date of each Capital Call, the Company will send a drawdown notice to all Shareholders, requesting them to arrange for payment of the respective amount either via bank collection or via bank transfer. Pursuant to the payment of the relevant amount in accordance with the PPM, the corresponding number of Shares will be issued to the respective Shareholder (each of these capital calls is a "Capital Call").

2 When Capital Commitments are called in several instalments, each Capital Call will be made on a pro rata basis with respect to the Capital Commitments made by each investor unless otherwise provided in the relevant Sub Fund annex to the PPM, for instance with regards to subsequent closing investors. Unless otherwise determined, each Capital Call shall amount to a percentage of the relevant investor's total Capital Commitment, determined by the Company in its sole discretion. In each Capital Call, the percentage respectively drawn from each investor with respect to such investor's total Capital Commitment shall in principle be the same.

3 The offering period (and any possible extension(s) thereof), as well as the issue price of Shares shall be defined for each Sub Fund in the relevant annex to the PPM.

4 During any period when the calculation of a Sub Fund's Net Asset Value (as hereinafter defined) is suspended, such Sub Fund will not issue Shares.

#### **Art. 9. Defaulting Shareholder.**

1 Subject to any specific provision in the PPM in relation to individual Sub Funds, a Shareholder of one or more Sub Funds failing to comply with a drawdown notice in due time (a "Defaulting Shareholder") may be requested to pay interest on the amount it failed to pay in such amount as determined in the PPM and the relevant annex thereto and in any case, the respective Defaulting Shareholder is obliged to bear at least the costs for the actual refinancing of such Defaulting

Shareholder's defaulted amount. The Defaulting Shareholder will be charged with the accrued interest which, if applicable, may be offset against distributions or interim distributions respectively or against the liquidity proceeds of the relevant Sub Fund(s). In addition, the Defaulting Shareholder will also be liable for all consequential damage that may also be offset against distributions or interim distributions respectively or against the liquidity proceeds of the relevant Sub Fund(s) and subject to additional penalties as set forth in the PPM and the relevant annex thereto.

2 If such default is not remedied within the period provided for in the PPM, the Board of Directors may determine in its own discretion and in accordance with the PPM and the relevant annex thereto what measures will be taken with respect to the Defaulting Shareholder and the Shares held by such Defaulting Shareholder. If and under such conditions as may be provided for in the PPM, the Board of Directors may inter alia decide to compulsorily redeem the shares held by the Defaulting Shareholder. In such event, the procedure for a compulsory redemption as set forth in article 10 paragraph 3 (e) shall apply *mutatis mutandis*.

3 Such measures must comply with Luxembourg legislation but do not exclude other legal remedies provided by Luxembourg law so that the Company may - in consideration of the interests of the other Shareholders - also enact legal remedies against a Defaulting Shareholder.

4 Further details with respect to this Article 9 of the Articles of Association are provided in the PPM.

#### **Art. 10. Eligibility of investors.**

1 Shares will only be issued to Eligible Investors within the meaning of the Act of 2007. Each Shareholder is obliged to provide evidence to the Company of its qualification as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, the Board of Directors is entitled to set such limitations it deems necessary to guarantee that no Shares of a Sub Fund or a Share Class are acquired or held by a person (in the following "Excluded Person"):

- who violates the laws or provisions of a country and/or official decrees or who is excluded from shareholding pursuant to the provisions of the PPM; or
- whose shareholding leads to the Company incurring tax liabilities or other financial consequences it would not have incurred or would not otherwise incur.

The PPM may provide for additional persons who may qualify as

Excluded Persons.

3 The Company may limit or exclude the shareholding by an Excluded Person. In particular, the Company may limit or exclude the shareholding by an individual, a company or a legal entity. For that purpose, the Company may:

(a) refuse the issuance of Shares or the registration of a transfer of Shares if in its evaluation such issuance or registration could lead to a shareholding or beneficial ownership of such Shares by a person excluded from a shareholding;

(b) at any time request any person registered in the share register to provide the registrar with all information the Company deems necessary to determine whether any Shares are - or will be - beneficially owned by a person excluded from share ownership;

(c) refuse to accept the vote at a Shareholders' meeting of a person not authorised to hold Shares in the Company;

(d) request the Shareholder to dispose of its Shares and to provide evidence of the disposal *vis-à-vis* the Company within thirty (30) days of such request if in the Board of Directors' assessment an Excluded Person either solely or together with another person is the beneficial owner of any Shares. Should the respective Shareholder fail to comply with this request in due time, the Company may - in its sole discretion - treat such Shareholder as a Defaulting Shareholder;

(e) compulsorily redeem as described below all Shares of a Shareholder, should it be of the opinion that an Excluded Person either solely or together with another person is the legal or beneficial owner of such Shares, and should that person not transfer such Shares to an authorised person, as follows:

- The Company will send a request (in the following "Redemption Request") to such Shareholder regarded as the owner of the Shares in question indicating the Shares to be redeemed, the Redemption Price (as hereinafter defined) for such Shares as well as the place where the Redemption Price for such Shares is due and payable. Each such Redemption Request can be delivered to such Shareholder by mail as a registered letter to the address last known or listed in the share register of the Company. The Shareholder will then be obliged to return to the Company the share confirmations the Redemption Request relates to. Immediately after close of business of the day stated in the Redemption Request, the Shareholder will cease to be the owner of the Shares stated in the Redemption Request, and its name will be deleted in the share register.

- The price at which such Shares according to the Redemption Request are being redeemed (in the following "Redemption Price") will be determined in accordance with the calculation method as described in the PPM. The PPM also includes the payment modalities.

- The redeemed Shareholder will lose all rights in the Shares as well as all other claims against the Company; the right to receive the Redemption Price (without interest), however, will continue to exist.

- Subject to the Company having exerted its powers pursuant to this Article, in good faith, such exertion may not be questioned or be considered void on the grounds that no sufficient proof of the ownership of Shares by a Shareholder

was given or that the legal or beneficial owner of the Shares was different to the one considered as owner by the Company at the date of the Redemption Request.

4 The Company is obliged to compulsorily redeem all Shares of a Shareholder who does not - or ceases to - qualify as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007, as soon as it becomes aware of such facts.

#### **Art. 11. General Meeting of Shareholders.**

1 Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

2 In the event that the Company is composed of one sole Shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of Shareholders.

3 A meeting of the Shareholders may be convened in accordance with Article 12(3).

#### **Art. 12. Annual General Meeting of the Shareholders.**

1 In line with Luxembourg law, the annual general meeting of Shareholders will be held at the Company's registered office in Luxembourg or any other place in the municipality of Luxembourg-city as may be indicated in the convening notice, at midday on the day before the last day on which banks in Luxembourg are open for business in June of each year or, if such day is a public holiday, on the last preceding Luxembourg bank business day. The annual general meeting of Shareholders may be held abroad should extraordinary circumstances so require in the sole discretion of the Board of Directors.

2 Other Shareholders' meetings of the Company may be held at such place and date as stated in the respective convening notice.

3 Upon the written request of Shareholders jointly representing one tenth (1/10) of the share capital, a Shareholders' meeting has to be convened.

#### **Art. 13. Meeting, Mergers of Sub Funds.**

1 Upon request by the Board of Directors, separate meetings of the Shareholders of a certain Sub Fund or Share Class may be convened. The provisions of Article 14 apply mutatis mutandis to the quorum and to votes at any such meeting. A separate meeting of the Shareholders of individual Sub Funds or Share Classes may be held to decide on all issues not reserved to the full Shareholders' meeting of the Company or to the Board of Directors pursuant to applicable law or these Articles of Association. Resolutions by separate meetings of the Shareholders may not affect the rights of the Shareholders of other Sub Funds or Share Classes.

2 In addition, the Board of Directors may convene regular or irregular information meetings for the Shareholders at Sub Fund level or for individual Share Classes. Further details are provided for in the PPM (if applicable).

3 The Board of Directors may call a meeting of the Shareholders of an individual Sub Fund or Share Class to decide on the liquidation of the relevant Sub Fund or class by way of a compulsory redemption of the relevant Shares or by way of a merger with another Sub Fund of the Company or another undertaking for collective investments ("UCI"), in each case for reasons other than those named in the following paragraph.

4 In derogation from paragraph 3 above and unless otherwise provided in the PPM or any relevant annexes thereto, the Company may -without resolution of the Shareholders' meeting - redeem all (but not some) Shares of the Sub Fund or merge the Sub Fund with another Sub Fund of the Company or with another UCI, if the total net assets of a Sub Fund for any reason falls below a defined amount or fail to achieve such amount as determined by the Board of Directors as an appropriate minimum amount for the respective Sub Fund, or if the Board of Directors deems such measures appropriate for reasons of significant changes in the economic or political situation affecting the respective Sub Fund or if such measure is deemed in the interest of the relevant Shareholders. Such decision will be made by the Board of Directors and will be notified to the relevant Shareholders.

5 A merger effected by the Board of Directors pursuant to paragraph 4 or approved by the Shareholders pursuant to paragraph 3 is binding on all Shareholders in the respective Sub Fund.

#### **Art. 14. Voting Rights.**

1 Each Share of a Sub Fund or a Share Class has one vote, independent from the Net Asset Value of such Share but subject to limitations, if any, pursuant to applicable law and the Articles of Association.

2 Each Shareholder may be represented by another Shareholder or another person at any meeting of Shareholders by virtue of a written proxy (including facsimile). Such proxy holder does not need to be a Shareholder and may be a member of the Board of Directors or a representative thereof.

3 Unless otherwise provided for by law or in these Articles of Association or in the Act on Trading Companies dated 10 August 1915 (the "Act of 1915"), resolutions will be made by simple majority of the present or represented Shareholders casting a vote during a meeting of Shareholders duly convened and validly constituted. Unless otherwise provided votes will take place at the level of the Company by the Shareholder of all Sub Funds, where each Share will grant one vote. In cases where votes are related to (an) individual Sub Fund(s), only the Shareholders of such relevant Sub Fund(s) will be entitled to vote.

4 The Board of Directors may determine further conditions to be fulfilled by the Shareholders in order to be admitted to a meeting of the Shareholders.

5 Should the Company or any Sub Fund act as feeder fund and be requested in such capacity to exercise voting rights in relation to the master fund, the Board of Directors shall consult with the Shareholders of the relevant Sub Funds prior to exercising any vote at the master fund level. Details of the relevant consultation mechanism for a specific Sub Fund may be determined in the PPM. To the extent permitted by the constitutive documents of the master fund, the Board of Directors shall exercise a split vote at the master fund level so as to vote the interest of the Company in the master fund in proportion to the responses received from the Shareholders of the relevant Sub Funds. Absent direction from a Shareholder, the Board of Directors will abstain from voting with respect to such Shareholder's pro rata interest.

#### **Art. 15. Convening notice.**

1 Unless otherwise provided for in the Articles of Association, the Shareholders' meetings shall be convened with such notice periods and in accordance with such formalities as are provided for by the Act of 1915.

2 Meetings of the Shareholders will be convened by the Board of Directors with a convening notice that shall include the agenda of such meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in accordance with Article 12 paragraph 3, in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda. The convening notice will be sent in writing by registered mail to the Shareholders at the address listed in the share register, at least 8 days prior to such meeting or such longer period as set out in the relevant Sub Fund annex. To the extent required by applicable laws the Shareholders will receive, together with the convening notice for the annual general meeting, the reports of the Board of Directors and the auditor as well as the relating financial report. Such documents will also be available for inspection at the Company's registered office 15 days prior to the Shareholders' meeting.

3 The Shareholders' meeting may be held without convening notice if all Shareholders are present or represented at such Shareholders' meeting and if they confirm to have been informed about the meeting's agenda.

4 Shareholders jointly holding at least one tenth (1/10) of the share capital may request the inclusion of additional items to the agenda with five (5) days notice prior to any Shareholders' meeting.

#### **Art. 16. Board of Directors.**

1 The Company and each Sub Fund will be managed by the Board of Directors consisting of at least three members and such members are not required to be Shareholders.

2 The members of the Board of Directors will be elected by the Shareholders at the annual Shareholders' meeting for a maximum duration of six (6) years and may be re-elected for further periods thereafter. One member will have to be elected from a list suggested by Deutsche Alternative Asset Management (UK) Limited.

3 Should the position of one director be vacant for reasons of death, withdrawal or for any other reason, the remaining directors may by way of cooptation with simple majority vote elect a replacement director to occupy the vacant position until the next following Shareholders' meeting who shall be called to confirm such director's election. The restriction under 2. above shall also apply in respect of such cooptation.

4 A member of the Board of Directors may be withdrawn by resolution of the Shareholders' meeting.

5 The Board of Directors will elect among itself a chairman and may elect one or more deputy chairmen. The Board of Directors may also appoint a secretary who is not required to be a member of the Board of Directors and who will be responsible for the minutes of the Board of Directors' meetings and of the Shareholders' meetings.

6 The chairman will chair the Board of Directors' meetings. In the chairman's absence, the members of the Board of Directors will appoint another person as an interim chairman by majority vote of the persons present or represented.

7 A meeting of the Board of Directors may be convened at any time by the chairman or by two members of the Board of Directors, at such location and with such agenda as indicated in the convening notice.

8 Postal, telegraphic, electronic or facsimile convening notices for the meeting shall be sent to all directors at least 24 hours prior to such Board of Directors' meeting. In urgent cases, the observance of the notice period may be waived.

9 Subject to the following provisions, the Board of Directors' meeting will only be validly constituted if the meeting has been convened in due form.

10 The convening notice may be waived by the consent of all directors. Further, a convening notice will not be required for meetings scheduled in advance by resolution of the Board of Directors.

11 Each director may be represented at a Board of Directors' meeting by another member of the Board of Directors. Any such proxy will be effected in writing (including facsimile) or in any other form as may be determined by the Board of Directors.

12 Unless otherwise determined in these Articles of Association, resolutions of the Board of Directors will be passed with a simple majority of the members of the board present or represented. In the event of parity, the chairman will have no casting vote.

13 Unless otherwise provided, the Board of Directors will only have a quorum if more than half of its members are present or represented, whereat an attendance by phone or by video conference or by any other means of communication allowing interaction as determined by the Board of Directors will be regarded as presence.

14 The members of the Board of Directors may also take resolutions by written consent on one or more identical documents. Such resolution is validly taken when the last director has signed the document.

15 The Board of Directors may entrust individual directors or third parties with the day to day business or with the representation of the Company. Such appointments may at any time be revoked by the Board of Directors.

16 The Board of Directors may in its discretion transfer certain of its powers to a committee consisting of persons appointed by it (who may be members of the Board of Directors or not). Such transfers may at any time be revoked by the Board of Directors.

17 The Board of Directors may in its discretion appoint consultative committees to support its business activity. Such consultative committees will not be entitled to represent the Company or to take binding decisions on its behalf.

18 Furthermore, the Board of Directors may establish one or several Shareholder committees per Sub Fund or per Share Class consisting of different Shareholders of the respective Sub Fund or Share Class that have been appointed by the Board of Directors in its sole discretion. Further details are set forth in the PPM (if applicable) and the relevant annex thereto, as the same may relate and be applicable to any particular Sub Fund.

19 The minutes of each meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman or, in the Chairman's absence, by the interim chairman. Duplicates or excerpts of such minutes made for purposes of legal proceedings or for other legal purposes are to be signed by the chairman of the Board of Directors or by two members of the Board of Directors.

#### **Art. 17. Management.**

1 The Board of Directors is entitled to carry out all activities and to take all actions in the interest of the Company which are not, pursuant to applicable law or to the Articles of Association, reserved to the Shareholders' meeting.

2 Subject to investment restrictions resulting from legislation, administrative regulations, resolutions of the Board of Directors, these Articles of Association or from the PPM, the Board of Directors is entitled to determine the investment strategy and investment restrictions of each Sub Fund in line with the Company's corporate object.

3 The Board of Directors may decide to invest the total or parts of a Sub Fund's assets via one or more subsidiaries, should it deem this appropriate and in the best interest of the Shareholders.

4 Further, the Board of Directors may in its discretion decide to invest assets of two or more Sub Funds by way of co-management. In case of co-management, decisions on investments and procedures will be made on a consolidated basis for the respective assets managed in such a way.

#### **Art. 18. Conflicts of Interest.**

1 Neither a contract nor another activity or agreement between the Company and another person may be impaired or declared void by the fact that one or more members of the Board of Directors might be a director, associate, officer, shareholder or employee of such entity or might be otherwise personally associated with such entity. Each member of the Board of Directors of the Company serving another entity with which the Company enters into contractual relationships or executes other transactions as member of the Board of Directors, Shareholder or employee will not be precluded as a result of such association from acting for the Company and deciding on its transactions.

2 Should a member of the Board of Directors of the Company have a vested interest in a transaction of the Company, such member shall inform the Board of Directors of such personal interest, and the relevant member of the Board of Directors shall not be engaged in such transaction or vote on it. Such transactions and interests of a member of the Board of Directors shall be disclosed at the next Shareholders' meeting.

3 The preceding provisions shall not apply if the relevant transactions are carried out in the course of day-to-day business on arm's length terms.

4 The term "vested interest" as used herein does not comprise every interest merely resulting from the fact that the transaction relates to Deutsche Bank Group (or a company directly or indirectly associated with the Deutsche Bank Group respectively) or another company as determined by the Board of Directors.

**Art. 19. Indemnification.** The Company will indemnify and hold harmless each member of the Board of Directors and their heirs, executors or trustees from all costs reasonably spent in connection with any legal action or any legal proceeding in which the respective member of the Board of Directors was involved as a result of such member's activity as a current or former member of the Board of Directors, if and to the extent such member of the Board of Directors is not otherwise indemnified from all obligations in the course of such legal action or legal proceeding. Excluded from such indemnification are cases in which the member of the Board of Directors was convicted by a court of competent jurisdiction of gross negligence or wilful default. In case of a settlement, indemnification will only be provided for such matters as covered by the settlement and for which the Company will receive a confirmation of its legal advisers that the person liable is not liable for neglect of duty.

The PPM and any annex thereto relating to specific Sub Funds may foresee additional indemnification rules.

#### **Art. 20. Representation towards Third Parties.**

1 The Company will be bound by the joint signature of two members of the Board of Directors of the Company.

2 The Company will also be bound by the sole or joint signatures of delegates authorised by the Board of Directors.

**Art. 21. Auditor.** The Shareholders' meeting of the Company will appoint an auditor („réviseur d'entreprise agréé") who will perform such duties vis-à-vis the Company as described in Article 55 of the Act of 2007.

**Art. 22. Redemption and Conversion of Shares.**

1 The Company shall only redeem Shares of the Company upon request of the Shareholders if and to the extent provided for in the PPM.

The Company may at any time redeem Shares, subject to the legal minimum capital, pursuant to the following provisions.

2 If redemptions are permitted by the PPM or the relevant annex thereto, should the Company receive on any one business day (as defined in the PPM or the relevant annex thereto) claims for redemption exceeding the percentage of outstanding Shares of a Sub Fund as determined in the PPM or the relevant annex thereto, it will not be obliged to redeem on such business day more than the determined number of Shares. The Company may determine that redemptions exceeding the determined number will be postponed to a later business day pursuant to the respective provisions in the PPM or the relevant annex thereto. In case of a postponement of the redemption, the Shares in question will be redeemed at their value on the date of redemption.

3 Unless otherwise provided for in the PPM or the relevant annex thereto, the Redemption Price per Share will be based on the Net Asset Value per Share of the redeemed Shares on the relevant dealing day and will be settled by the Company within such payment periods as determined in the PPM or the relevant annex thereto.

4 The payment of the Redemption Price may be delayed until a later date than that defined in the PPM or the relevant annex thereto, if in the Board of Directors' view the payment of the Redemption Price is not possible within the period determined in the PPM due to statutory provisions (e.g. exchange control regulations) or due to other extraordinary circumstances.

5 To the extent the PPM or the relevant annex thereto allows redemptions, Shareholders shall submit their Redemption Request in writing and irrevocably with the Company or a duly authorised person within the period as determined in the PPM or the relevant annex thereto.

6 Upon resolution by the Board of Directors and with the consent of the relevant Shareholder(s), the Company shall be entitled to settle the payment of the Redemption Price vis-à-vis a redeeming Shareholder by a distribution in kind by attributing to such Shareholder assets out of the portfolio of the respective Sub Fund. The value of the distribution in kind must not exceed the Redemption Price. In such case, the type and category of the attributed assets will be selected on a fair and reasonable basis and without adverse effects on the rights of the other Shareholders of the respective Sub Fund. The valuation made will be confirmed in a special report of the Company's auditor. The costs of such redemption in kind shall be borne by the Shareholder requesting such redemption in kind.

7 If and to the extent provided for in the PPM or the relevant annex thereto, each Shareholder of a relevant Sub Fund or Share Class may request the conversion of all or part of its Shares in such Sub Fund or Share Class into Shares of another Sub Fund or Share Class of the same Sub Fund pursuant to a formula as described in the PPM or the relevant annex thereto and as amended from time to time by the Board of Directors. To the extent provided for in the PPM or the relevant annex thereto, a fee for the conversion of the Shares (if permitted) may be charged.

8 To the extent allowed by applicable laws and these Articles of Association, each Sub Fund may - as determined in the PPM or the relevant annex thereto - be liquidated or be merged with another UCI or with a sub fund of a UCI.

9 Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the termination of the liquidation of a Sub Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and will mature after thirty (30) years.

**Art. 23. Dates of Determination of the Share Values; Suspension of Issuance, Conversion and Redemption of Shares.**

1 The Net Asset Value per Share of each Sub Fund and of each Share Class will be determined with four decimal places from time to time and at least once a year, as provided for in the PPM ("Valuation Date").

2 In the following cases, the Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of each Sub Fund or Share Class as well as the issuance, conversion and redemption of Shares:

- If one or more stock exchanges or other markets constituting the basis of valuation for a substantial part of the Net Asset Value are closed (except for an ordinary public holiday) or if the trading is suspended; or

- if in the Board of Directors' opinion it is impossible to sell or to evaluate assets due to extraordinary circumstances;

or

- if the communication technology normally employed to determine the market price of a security is inoperable or is operational only to a limited extent; or

- if the transfer of funds for the purchase or disposal of investments of the Company is impossible; or

- upon or after the day of the publication of the first convention of a Shareholders' meeting dealing with a possible liquidation of the Company or a Sub Fund; or

- in case of a feeder Sub Fund, if the net asset calculation of the master fund is suspended.

3 Upon occurrence of an event resulting in the liquidation of the Company or upon receipt of an according order by the Luxembourg financial supervisory authority, the Company will immediately cease the issuance, redemption and conversion of Shares of the Company.



4 Shareholders who have offered their Shares for redemption or conversion shall be informed immediately of such suspension.

5 The suspension with respect to one Sub Fund will not affect the determination of the Share Values (as hereinafter defined) of another Sub Fund.

#### **Art. 24. Determination of the Net Asset Value.**

1 The Net Asset Value per Share of each Sub Fund and each Share Class will be determined in the respective currency of the relevant Sub Fund and/or Share Class.

2 The Net Asset Value per Share of each Sub Fund and each Share Class will be determined by dividing the Net Asset Value of the respective Sub Fund and/or Share Class by the number of outstanding Shares of the respective Sub Fund and Share Class ("Share Value"). The Net Asset Value of a Sub Fund is the result of the Company's assets relating to the respective Sub Fund and/or Share Class less the Company's liabilities relating to the respective Sub Fund and/or Share Class ("Net Asset Value").

3 To the extent the Company is obliged to determine the Net Asset Value of each Sub Fund and each Share Class of the Company pursuant to its statutory investments, such determination will have to be carried out as follows:

3.1 Unless otherwise determined in a Sub Fund annex, Investments shall be valued as follows:

(a) Cash balances, cash deposits, drafts, account balances, accounts receivables, asset-side accruals as well as receivables for dividends and interest income due but not yet collected will be considered in full. This does not apply if it is improbable that the receivables will be settled in full or in part; in such case, the receivables will be determined with a discount as deemed appropriate in order to reflect their real value;

(b) Securities listed on an approved stock exchange or traded in another regulated market that is approved, open to the public and functions regularly (a "Regulated Market") will be determined by their last available official closing price or, if there is more than one such market, by their last available official closing price on the most important market for such security. Should the last available price not properly reflect the fair market price of such security, its value will be determined by the Board of Directors on the basis of its fair market price which will be determined after reasonable consideration and in good faith;

(c) Securities not listed on an approved stock exchange, not admitted for trade and not traded on another Regulated Market will be evaluated on the basis of their fair market price which will be determined by the Board of Directors after reasonable consideration and in good faith;

(d) Units of or interests in underlying investment vehicles will be evaluated as follows:

- as long as there is no official value available from the respective investment vehicle, the units / interests will be evaluated at their purchase price;

- if a Net Asset Value of the respective investment vehicle is available, the respective units / interests will be evaluated on that basis;

- should circumstances exist that make the valuation of the units / interests in the respective investment vehicle pursuant to the aforementioned provisions seem inappropriate in the sole discretion of the Board of Directors, the Board of Directors will evaluate the units / interests of the respective investment vehicle at their fair market price which will be determined in good faith, pursuant to generally applied valuation rules and without liability of the Board of Directors;

(e) all other assets will be evaluated at their fair market price which will be determined in good faith, pursuant to generally applied valuation rules and according to the valuation method as determined by the Board of Directors. In order to determine the fair market price of such assets, the Board of Directors may consider all factors it reasonably deems essential for such assets;

(f) the Board of Directors may at any time evaluate the Company's assets pursuant to the methods determined by the Board of Directors and in consideration of accepted standards, should the above mentioned valuation criteria after reasonable consideration and in good faith not lead to appropriate valuations.

3.2 The liabilities of the Company comprise (i) all loans, promissory notes and other debts due, (ii) all administrative expenses due or accumulated, in particular costs for the Company's incorporation and its registration with the regulatory authorities as well as fees for legal advice and audit, administration-, custodian- and paying agent fees, fees and expenses of the Company and central administration agent, expenses for statutory publications, for prospectuses, placement memoranda, reports and other documentation provided to the Shareholders as well as translation costs and in general all other costs incurred in connection with the management of the Company and its Sub Funds, (iii) all known current and future liabilities and obligations, (iv) an appropriate reserve for taxes due at the evaluation date, (v) other reserves as approved by the Board of Directors, as well as (vi) other liabilities of the Company and its Sub Funds vis-à-vis third parties.

3.3 All valuation rules and criteria are subject to Luxembourg generally approved accounting principles and will be interpreted according to such principles. The PPM and its respective annexes may provide in relation to individual Sub Funds that additional accounting standards be used in addition and without prejudice to the above. Every decision of the Board of Directors or a service provider appointed by the Board of Directors with regard to the determination of the Net Asset Value will be final and binding on the Company and its Sub Funds as well as for all current, former and future Shareholders, provided that there is no violation of the principle of good faith, no gross negligence or no obvious error at hand.

3.4 For purposes of the determination of the Net Asset Value:

- all Shares of the respective Sub Fund to be issued by the Company will be deemed as issued at the issue price valid on the respective Valuation Date immediately after the date as determined by the Board of Directors; from that date until receipt of payment, the issue price will be deemed to be a receivable of the Company;
- investments, cash on hand and other assets effected in a currency other than the Sub Fund's reference currency will be calculated on the basis of the respective exchange rate on the Valuation Date, where required;
- the Company's acquisitions and disposals of securities on a certain Valuation Date will be, where feasible, recorded on that Valuation Date.

4 The Board of Directors will set up a portfolio of assets for each Sub Fund as follows: (i) the proceeds from the issuance of each Share will be attributed in the records of the respective Sub Fund to the pool of assets created for that Sub Fund; the assets and liabilities as well as the proceeds and expenses attributable to the respective Sub Fund will be entered in that portfolio subject to the following provisions; (ii) assets deriving from other assets will be credited in the records of that Sub Fund where the underlying asset is recorded; as a result, the appreciation or depreciation respectively of those assets will be attributed to the respective Sub Fund upon each revaluation of such assets; (iii) liabilities of the Company relating to assets of a certain Sub Fund or relating to measures in connection with assets of a certain Sub Fund will be debited to the respective Sub Fund; (iv) assets and liabilities of the Company not attributable to a certain Sub Fund will be distributed or allocated respectively to all Sub Funds, where the amounts attributable to a certain Sub Fund are the result of the division of such assets or liabilities by the number of Sub Funds existing at the date of the determination of the Net Asset Values; and (v) upon payment of distributions to the Shareholders of a Sub Fund, the Net Asset Value of the respective Sub Fund will decrease by the gross amount of such distributions.

#### **Art. 25. Subscription of Shares.**

1 Unless otherwise determined in the PPM, whenever the Company offers Shares for subscription, the price of the offered Shares shall be based on the Net Asset Value per Share of the respective Sub Fund or Share Class, increased by a sales fee, if and to the extent such sales fee is provided for in the Company's PPM and determined by the Board of Directors. The sales fee, if any, will be in full or in part payable to the distributors or to the Company. Further, the Board of Directors may decide in its sole discretion to admit partly paid-in Shares, whereat least 5% of the Share Value shall be required to be paid in.

2 The price as determined pursuant to paragraph 1 will be due and payable within a period as determined by the Board of Directors and in consideration of possible special provisions in the PPM.

**Art. 26. Business Year.** The Company's business year will start on 1<sup>st</sup> of January of each year and will end on 31<sup>st</sup> of December of the same year. The first business year will be beginning with the incorporation of the Company and ending on 31 December 2014.

**Art. 27. Annual accounts.** As per the end of each business year of the Company, an audited annual report of the Company will be prepared in Euro. For each Sub Fund, an annual report shall be prepared in Euro or in another currency; respective details of which are provided for in the PPM.

#### **Art. 28. Distributions and Interim Distributions.**

1 Separate meetings of the Shareholders of a Sub Fund or a Share Class may, upon proposal of the Board of Directors and pursuant to the statutory provisions applicable to each Sub Fund or Share Class, decide on the allocation of the profits of such Sub Fund or Share Class (taking into account any interim distributions made pursuant to paragraph 2).

2 Interim dividends may, upon resolution of the Board of Directors and as described in the PPM, at any time be determined and disbursed.

3 Dividend payments (including interim dividends) will in principle be paid in the currency of the respective Sub Fund/ Share Class at such date and place as determined by the Board of Directors. In extraordinary circumstances, the Board of Directors may determine that distributions be made in another currency, or may allow that distributions be made in kind to the extent permitted in the PPM. The Board of Directors may also determine the exchange rate applicable to the conversion of the distribution amounts into the currency of their payment.

4 If and to the extent set forth in the PPM, distributions made to Shareholders may be subject to a clawback obligation, allowing the Board of Directors to call back the respectively distributed assets.

5 Any distributions to Shareholders that were declared by the Company but for any reasons cannot be paid, may not be claimed after five (5) years and will then be attributed to the respective Sub Fund or to the Company. No interest will be paid on distributions declared by the Company.

6 Distributions may not be made if pursuant to such distribution the Company's minimum capital would fall below the statutory minimum capital.

#### **Art. 29. Dissolution of the Company.**

1 The Shareholders' meeting, within the same conditions of quorum and majority as set under Article 30, may resolve to liquidate the Company. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators (individuals or legal entities) appointed by the Shareholders' meeting. The net proceeds of the liquidation relating to each Sub Fund or

Share Class will be attributed by the liquidators to the Shareholders of each Sub Fund or Share Class pro rata to their shareholding in the relevant Sub Fund or Share Class.

2 The Company may be liquidated with the Shareholders' consent pursuant to Articles 67-1 and 142 of the Act of 1915. The authorised liquidator will be entitled to contribute all of the Company's assets and liabilities to a Luxembourg UCI featuring the same characteristics as the Company. The contribution will be effected in consideration of the issuance of Shares in the absorbing entity. The new Shares will be attributed to the Shareholders according to their participation in the Company.

3 Liquidation proceeds due to the Shareholders but not claimed by the beneficiaries by the termination of the liquidation of a Sub Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Act of 2007.

**Art. 30. Amendments to the Articles of Association.**

1 For validly amending the Articles of Association, Shareholders representing at least 50% of the Shares in issue shall be present or represented at the relevant Shareholders' meeting. In case that quorum is not reached, a second Shareholders' meeting may be convened with no quorum requirements. Resolutions on amendments to the Articles of Association will be made with a majority of two thirds of the votes cast by the Shareholders present or represented. Votes not cast, abstentions, void votes or votes where it is unclear if the Shareholder votes in favour of or against the proposed resolution will not be considered for the determination of the two thirds majority.

2 Any amendment affecting the rights of the Shareholders of one Sub Fund or Share Class compared to those of another Sub Fund or Share Class will need the consent of the same majority of the Shareholders of the respective Sub Fund or Share Class concerned as would be required for amendments to the Articles of Association by the Articles of Association.

**Art. 31. Concretisation of Statutory Provisions by the PPM.** Individual provisions of the Articles of Association may be supplemented or substantiated by the PPM.

**Art. 32. Final Provisions.** All issues not covered by the Articles of Association will be regulated pursuant to the Act of 1915 and the Act of 2007, as amended from time to time.

*Subscription - Payment*

The Articles of Association of the Company having thus been drawn up,

- Deutsche Asset Management Group Limited, as described above, subscribed for one (1) incorporation share;
- This share has been fully paid up in cash so that the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary.

*Transitory measure*

Exceptionally the first financial year shall begin on the day of incorporation of the Company and end on the last day of December 2014.

The first general annual meeting of Shareholders shall be held on 27 June 2014.

*Resolutions of the sole shareholder*

*First resolution*

The general meeting of Shareholders resolved to establish the registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Second resolution*

The general meeting of Shareholders resolved to set at five (5) the number of directors and further resolved to appoint the following directors until the annual general meeting of Shareholders to be held for the financial year ending in 2013:

- i. Hanna Esmee Duer, independent director, born on 7 May 1966 in Gentofte, Denmark, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg;
- ii. Andrew Reid, banker, born on 16 May 1972 in Glasgow, Scotland, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;
- iii. Rolf Caspers, banker, born on 12 March 1968 in Trier, Germany, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;
- iv. Tony Whiteman, independent director, born on 24 May 1969 in Hamilton, New Zealand, with professional address at 14, rue Jean Mercatoris, L-7237 Helmsange, Luxembourg and
- v. Stephen Shaw, managing director, born on 25 April 1957 in Sydney, Australia, with professional address at One Appold Street, London, United Kingdom.

*Third resolution*

The general meeting of Shareholders resolved to appoint PricewaterhouseCoopers, société cooperative, with registered office in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S. B 65.477, as independent external auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company until the annual meeting of Shareholders to be held for the financial year ending in 2013.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand five hundred Euro (EUR 2,500.-).

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Signé: C. Prospert, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 19 décembre 2013. REM/2013/2239. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014009751/633.

(140010512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

**GL Europe Queens Court S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.509.

—  
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of December.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

GL Europe RE1 Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.627, having its registered office at 25a, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name GL Europe Queens Court S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is (i) the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, (ii) the holding of loans, bonds, debentures, obligations, notes, advances, claims, participations and sub-participations in bank debt and other debt of Luxembourg or foreign companies acting as debtors, borrowers or obligors and other debt instruments and securities, whether unsecured or secured by equipment, personal property, real property, receivables and other collateral, issued or assumed by companies domiciled either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, and (iii) the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## **B. Share capital - Shares**

### **Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000), represented by twelve thousand (12,000) shares with a nominal value of one Pound sterling (GBP 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

### **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

### **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

## C. Decisions of the shareholders

### Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 9. General meetings of shareholders.** In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

### Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, at which point decisions shall be validly approved in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

**Art. 11. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 12. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

## D. Management

### Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers, who do not need to be shareholders of the Company. If the Company has several managers, the managers form a board of managers composed of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

### Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

### Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document

being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

#### **Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.**

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication initiated from Luxembourg by a class B Manager, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers, among which at least one (1) class A manager and one (1) class B manager must be present or represented.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting provided that at least one (1) class A manager and one (1) class B manager vote in favour of a resolution. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

16.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

#### **Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or in his absence by the chairman pro tempore and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 18. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, (i) by the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager, (ii) by the joint signature of two (2) class B managers (excluding, however, for the operation of the Company's bank accounts), or (iii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Company within the limits of such delegation.

### **E. Audit and supervision**

#### **Art. 19. Auditor(s).**

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

## F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 20. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

### Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

### Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

## G. Liquidation

### Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

23.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

## H. Final clause - Governing law

**Art. 24. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

### *Subscription and payment*

The twelve thousand (12,000) shares issued have been subscribed by GL Europe RE1 Holdings S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000) is entirely allocated to the share capital.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.



### Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 25a, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
  - (i) Richard Stabinsky, born in New York, USA on January 28<sup>th</sup> 1968, professionally residing at 399 Park Avenue, 6<sup>th</sup> Floor, New York, New York 10022, United States, as class A manager; and
  - (ii) Thomas M. Larkin, born in New Jersey, USA on February 21<sup>st</sup> 1964, professionally residing at 399 Park Avenue, 6<sup>th</sup> Floor, New York, New York 10022, United States, as class A manager; and
  - (iii) Henry Saavedra, born in New York, USA on November 17<sup>th</sup> 1978, professionally residing at 25a, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, as class B manager; and
  - (iv) Ramon van Heusden, born in Nijmegen, the Netherlands, on May 7<sup>th</sup> 1967, professionally residing at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as class B manager;
  - (v) Jorrit Cromptvoests, born in Voorst, the Netherlands, on May 16<sup>th</sup> 1976, professionally residing at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as class B manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille treize, le neuvième jour de décembre.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

GL Europe RE1 Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.627, ayant son siège social à 25a, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

dûment représentée par Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

### A. Nom - Objet - Durée - Siège social

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom - Forme.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «GL Europe Queens Court S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

#### Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet (i) la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, et (ii) la détention de prêts, instruments de dettes, reconnaissances de dette, obligations, autres titres ou droits assimilés, avances, droits, participations et sous-participations de la dette bancaire et autres dettes d'une société luxembourgeoises ou d'une société étrangères agissant en tant que débiteur, emprunteur ou débiteur d'une obligation et autres instruments de dette et valeurs mobilières, qu'elles soient ou non sécurisées par des équipements, des biens meubles, immeubles, créance et autres garanties supplémentaires, émises ou assumés par les sociétés domiciliés au Grand-Duché de Luxembourg, ou ailleurs, (iii) l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

2.5 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

### **Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

## **B. Capital social - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille livres sterling (GBP 12.000), représenté par douze mille (12.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

### **Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.**

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

## C. Décisions des associés

### Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

**Art. 9. Assemblées générales des associés.** Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

### Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec la même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

**Art. 11. Changement de nationalité.** Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

**Art. 12. Modification des statuts.** Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

## D. Gérance

### Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants, qui ne doivent pas être actionnaires de la Société. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance, composé au moins d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

### Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

### Art. 15. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel

document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

#### **Art. 16. Conduite des réunions du conseil de gérance.**

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, initié au Luxembourg par un gérant de classe B, permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance, parmi lesquels doivent être présents ou représentés au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance, pourvu qu'au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B ait voté en faveur de la décision. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

#### **Art. 17. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.**

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

**Art. 18. Rapports avec les tiers.** La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, (i) par la signature conjointe d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B, (ii) par la signature conjointe de deux (2) gérants de classe B (à l'exception de la gestion des comptes bancaires de la Société), ou (iii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par la Société dans les limites de cette délégation.

### **E. Audit et surveillance**

#### **Art. 19. Commissaire - réviseur d'entreprises agréé.**

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

## F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

**Art. 20. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

### Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

### Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

## G. Liquidation

### Art. 23. Liquidation.

23.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

23.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

## H. Disposition finale - Loi applicable

**Art. 24. Loi applicable.** Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

### *Souscription et paiement*

Les douze mille (12.000) parts sociales émises ont été souscrites par GL Europe RE1 Holdings S.à r.l., susmentionnée, pour un prix de douze mille livres sterling (GBP 12.000).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille livres sterling (GBP 12.000) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille livres sterling (GBP 12.000) est entièrement affecté au capital social.

### *Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ EUR 1.500,-.

### Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 25a, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:
  - (i) Richard Stabinsky, né à New York, Etats-Unis, le 28 janvier 1968, résidant professionnellement à 399 Park Avenue, 6<sup>th</sup> Floor, New York, New York 10022, Etats-Unis, en tant que gérant de classe A; et
  - (ii) Thomas M. Larkin, né à New Jersey, Etats-Unis, le 21 février 1964, résidant professionnellement à 399 Park Avenue, 6<sup>th</sup> Floor, New York, New York 10022, Etats-Unis, en tant que gérant de classe A; et
  - (iii) Henry Saavedra, né à New York, Etats-Unis, le 17 novembre 1978, résidant professionnellement à 25a, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérant de classe B;
  - (iv) Ramon van Heusden, né à Nijmegen, Pays-Bas, le 7 mai 1967, résidant professionnellement à Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en tant que gérant de classe B; et
  - (v) Jorrit Cromptvoests, né à Voorst, Pays-Bas, le 16 mai 1976, résidant professionnellement à Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en tant que gérant de classe B.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du comparant que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58210. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010022/540.

(140011505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

### Association des patrons de taxis indépendants de Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 11, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg F 9.809.

### STATUTS

#### Membres fondateurs:

Monsieur LOPES PEREIRA David né le 18 novembre 1986 au Portugal, domicilié au 221, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg; nationalité portugaise;

Monsieur BELKEIRI Nourredine, né le 06 mai 1967 en Algérie domicilié 17, rue de De-moedlinge, L-4246 Esch-sur-Alzette; nationalité française;

Monsieur KEZIE Hezou, né le 06 juin 1984 au Togo domicilié au 78, rue de l'Eau, L-3763 Tétange, L-2628 Luxembourg, nationalité Togolaise;

Créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association porte la dénomination de «Association des patrons de taxis indépendants de Luxembourg, en abrégé «A.P.T.I.L.». Elle a son siège à L-1611 Luxembourg 11, avenue de la Gare.

**Art. 2.** L'association a pour objet.

- défendre les intérêts des patrons de taxis indépendants à Luxembourg.

**Art. 3.** Les membres sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite.

**Art. 4.** Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de deux mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

**Art. 5.** Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

**Art. 6.** Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

**Art. 7.** La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle est proportionnelle au nombre de taxis de chaque entreprise, celle-ci est comprise entre 20 et 30 euros par mois et par voiture.

**Art. 8.** L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demande par écrit au conseil d'administration.

**Art. 9.** La convocation se fait au moins 60 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale. Moyennant simple missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

**Art. 10.** Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurants sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

**Art. 11.** L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- Modification des statuts et règlement interne;
- Nomination et révocation des administrateurs et des réviseurs de caisse;
- Approbation des budgets et comptes;
- Dissolution de l'association.

**Art. 12.** L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) La seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents,
- b) La décision n'est admise dans l'une ou l'autre assemblée que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) Si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

**Art. 13.** Les délibérations de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre confiée à la poste ou par email.

**Art. 14.** L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée de 1 année par l'assemblée générale. Le conseil d'administration se compose d'un président, de 2 vice-présidents, Un secrétaire et un trésorier seront élus, ainsi que des membres actifs et autres membres élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale.

**Art. 15.** Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation ne peut valablement délibérer que si 2/3 des membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres.

**Art. 16.** Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

**Art. 17.** Il représente l'association dans les relations avec les tiers.

**Art. 18.** Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice. L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale avec le rapport des réviseurs de caisse. En fin d'examen, l'assemblée désigne deux réviseurs de caisse. Le mandat de ceux-ci est incompatible avec celui d'administration en exercice.

**Art. 19.** En cas de liquidation de l'association, les biens sont affectés à une oeuvre de bienfaisance.

**Art. 20.** La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

**Art. 21.** Les ressources de l'association comprennent notamment: les cotisations des membres, les subsides et subventions, les dons ou legs en sa faveur.

**Art. 22.** Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement Interne en vigueur approuvé par l'assemblée générale.

Fait à Luxembourg, le 7 novembre 2013.

*Les membres fondateurs*

Référence de publication: 2014009707/82.

(140011677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

---

**Arap-Urbing s.e.n.c., Société en nom collectif.**

Siège social: L-6960 Senningen, 101, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 120.001.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Assemblée Générale Extraordinaire du 4 janvier 2014*

Le quatre janvier de l'an deux mille quatorze les associés représentant la totalité du capital de la société en nom collectif ARAP-URBING s.e.n.c. ci-après nommée «Société» constituée en date du 8 octobre 2006 se sont réunis:

- Madame Gullcan Arap épouse Urbing, en formation, demeurant à F-57390 Audun-Le-Tiche, 350, rue Georges Clemenceau;

- Monsieur Alain Urbing, employé privé, demeurant à F-57390 Audun-Le-Tiche, 350, rue Georges Clemenceau;

Lesquels ont décidé:

- Que l'activité de la société ayant cessée depuis le 31/12/2008, les associés siégeant en assemblée générale extraordinaire déclarent expressément vouloir procéder à la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que les Associés désignent comme liquidateur de la Société monsieur Alain Urbing, qu'en cette qualité il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la Société;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans à L-1510 Luxembourg, 19 avenue de la Faïencerie (au RDC).

Gullcan Arap / Alain Urbing.

Référence de publication: 2014010594/24.

(140011793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---

**Belval Plaza Holding S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 115.602.

—  
**EXTRAIT**

En date du 31 décembre 2013, les sociétés SNSPF Management B.V. et SNSPF Management II B.V., membres du conseil d'administration de Belval Plaza Holding S.A., ont changé leur dénomination respectivement en PRPZ Management B.V. et PRPZ Management II B.V., et leur siège statutaire de 66 Westerdorpstraat, NL-3871 AZ Hoevelaken à Graadt van Roggenweg 500, NL-3531 AH Utrecht, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Il est rappelé que le conseil d'administration se compose comme suit:

- PRPZ Management B.V. avec siège statutaire à 3531 AH Utrecht, représenté par son représentant permanent, Monsieur Jan Vermaas, avec adresse professionnelle à 7, avenue du Rock'n Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

- PRPZ Management II B.V. avec siège statutaire à 3531 AH Utrecht, représenté par son représentant permanent, Monsieur Jan Vermaas, avec adresse professionnelle à 7, avenue du Rock'n Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

- Monsieur Maximiliaan de Groot, avec adresse professionnelle à 7, avenue du Rock'n Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014010619/21.

(140012252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

---